

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/ACC/807/9
20 décembre 2000

(00-5564)

**Groupe de travail de l'accession de
l'ex-République yougoslave de Macédoine**

Original: anglais

ACCESSION DE L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

Le gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) en demandant qu'ils soient distribués aux membres du Groupe de travail.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Obligations générales	La République de Macédoine est partie à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, à l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, à l'Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels, au Traité de coopération en matière de brevets, à l'Accord de coopération en matière de brevets qu'elle a conclu avec l'Organisation européenne des brevets.
Conformité avec les articles premier à 12 et avec l'article 19 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, pour ce qui est des Parties II, III et IV de l'Accord sur les ADPIC. Article 2 de l'Accord sur les ADPIC.	La République de Macédoine est membre de l'Union de Paris.
D'après l'article 1 2) de la Convention de Paris, la propriété industrielle a pour objet les brevets, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service, le nom commercial, les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.	Conformément à l'art.1 2) de la loi macédonienne sur la propriété industrielle, font l'objet d'une protection: <ul style="list-style-type: none"> - les brevets - les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service - les dessins ou modèles industriels - les appellations d'origine - la répression de la concurrence déloyale (Loi sur la concurrence déloyale, Journal officiel de la République de Macédoine 80/99).
D'après l'article 1 3) de la Convention de Paris, la propriété industrielle s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bétail, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.	L'expression propriété industrielle est considérée dans son acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également aux industries agricoles et extractives ainsi qu'à l'ensemble des produits fabriqués ou naturels.
D'après l'article 2 de la Convention de Paris, les ressortissants de chacun des Membres jouiront, sur le territoire des autres Membres des avantages que les lois respectives accordent à leurs nationaux, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits s'ils se conforment aux conditions et formalités imposées aux nationaux du Membre concerné.	Conformément à l'article 9 de la loi sur la propriété industrielle, les personnes morales et physiques étrangères jouissent des droits attachés à la protection de la propriété industrielle dans la République de Macédoine au même titre que leurs homologues macédoniennes, sous réserve que cela soit conforme aux traités et conventions internationaux et en accord avec le principe de réciprocité. Il incombe à la personne qui invoque la réciprocité d'en établir l'existence.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
D'après l'article 3 de la Convention de Paris, sont assimilés aux ressortissants des pays Membres les ressortissants des pays non Membres qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux "effectifs et sérieux" dans un pays Membre.	La loi sur la propriété industrielle ne comporte pas de dispositions détaillées à cet égard et est conforme à la Convention de Paris.
L'article 4 de la Convention de Paris dispose qu'un droit de propriété sera accordé, pour un brevet, un modèle d'utilité, un dessin ou modèle industriel ou une marque, à celui qui aura fait le dépôt d'une demande ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la législation intérieure d'un pays Membre. Les délais de priorité seront de 12 mois pour les brevets et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques. Cet article prévoit en détail les conditions de l'attribution du droit de priorité.	Tout ressortissant d'un pays Membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet dans un autre pays Membre jouira en République de Macédoine, s'il en fait la demande, du droit de priorité suivant, à compter de la date de dépôt de la demande: 12 mois pour un brevet, six mois pour un modèle d'utilité, un dessin ou modèle industriel ou une marque, à compter de la date de dépôt de la demande initiale.
L'article 4bis dispose que les brevets obtenus pour la même invention dans divers membres de l'Union de Paris sont indépendants les uns des autres.	La loi sur la propriété industrielle ne comporte pas de dispositions détaillées à cet égard et est conforme à la Convention de Paris.
L'article 4ter confère à l'inventeur le droit d'être nommé comme tel dans le brevet.	L'inventeur jouit du droit moral de figurer en qualité de créateur dans la demande et dans les documents relatifs au brevet, au modèle d'utilité ou au dessin ou modèle. (Articles 5 1) et 53 de la loi sur la propriété industrielle))

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
<p>D'après l'article 4<i>quater</i>, les restrictions ou limitations applicables à la vente d'un produit breveté ou obtenu par un procédé breveté ne peuvent pas constituer un motif de refus d'un brevet ou d'invalidation d'un brevet déjà délivré. L'article 5 A) 1) dispose que l'importation d'un produit breveté fabriqué dans un pays de l'Union de Paris ne peut entraîner la déchéance du brevet.</p> <p>L'article 5 A) 2) et 3) autorise les pays à utiliser les licences obligatoires pour prévenir les abus, comme le défaut d'exploitation, mais ils ne peuvent frapper de déchéance un brevet, à moins que la concession d'une licence obligatoire ne suffise pas pour prévenir l'abus.</p> <p>Une action en déchéance ou en révocation ne peut être engagée avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.</p>	<p>En vertu des dispositions de la loi sur la propriété industrielle, les restrictions ou limitations applicables à la vente d'un produit breveté ou obtenu par un procédé breveté ne peuvent pas fonder le refus d'un brevet ou l'invalidation d'un brevet déjà délivré.</p> <p>Une demande d'octroi de licence obligatoire ne peut être déposée avant l'expiration d'un délai de quatre années à compter de la date de dépôt de la demande du brevet, ou de trois années à compter de la date de reconnaissance du brevet, si ce second délai expire plus tard. (Article 117 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>L'Office de protection de la propriété industrielle se prononce sur la demande d'octroi de la licence obligatoire, en se fondant sur l'avis du ministère responsable du secteur d'activités dont relève la licence obligatoire et celui de la Chambre de commerce de Macédoine (Article 116 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Si la concession d'une licence obligatoire ne permet pas d'atteindre le but visé, à la demande de la personne physique ou morale concernée et après avis du ministère chargé du secteur dans lequel l'invention doit être utilisée, la déchéance du brevet peut être décidée.</p> <p>La demande de déchéance du brevet ne peut être introduite avant l'expiration de deux années à compter de la date de concession de la première licence obligatoire. (Article 88 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
<p>L'article 5 A) 4) interdit de demander une licence obligatoire pour cause de défaut d'exploitation avant l'expiration d'un délai de quatre années à compter du dépôt de la demande, ou de trois années à compter de la délivrance du brevet, et une licence obligatoire ne sera pas délivrée si le breveté justifie son inaction. La licence doit être non exclusive et ne peut pas être transmise, si ce n'est avec l'entreprise ou le fonds de commerce qui l'exploite. Dans le cas des dessins et modèles industriels, l'article 5 B) interdit la déchéance pour défaut d'exploitation ou pour importation d'objets conformes à ceux qui sont protégés.</p>	<p>Une licence pourra être concédée avant l'expiration des trois années à compter de la date de la concession si le brevet est utilisé aux fins d'arriver à des prix dont le marché ne justifie pas le niveau élevé, si l'invention qui fait l'objet du brevet est utilisée en vue de préserver la santé et la vie des personnes ou des animaux ou de préserver les végétaux, ou si elle offre un intérêt particulier pour un secteur économique donné. (Article 118 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Voir la réponse concernant l'article 5 A) 2 et 3.</p> <p>La concession de licence obligatoire n'est pas prévue pour les dessins ou modèles industriels.</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 5 C) dispose que l'enregistrement d'une marque pour cause de non-utilisation injustifiée ne pourra être annulé qu'après un délai raisonnable et porte que l'emploi d'une marque par le propriétaire sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas son caractère distinctif n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque. L'emploi simultané de la même marque par des copropriétaires est permis, pourvu qu'il n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur.	Si la marque n'est pas utilisée, sans raison valable, pour marquer les biens ou les services de son titulaire durant plus de cinq ans à compter de sa date d'inscription au registre ou de la date à laquelle elle a été utilisée pour la dernière fois, sa radiation peut être ordonnée, à la demande de l'intéressé. Lors la procédure engagée aux fins d'obtention de la radiation, il incombera au titulaire de prouver qu'il utilise sa marque. (Article 89 1)) Un droit sur une marque collective peut s'éteindre si son exercice est contraire au règlement général ou à l'accord relatif aux marques collectives.
D'après l'article 5 D), aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque, ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit pour la reconnaissance du droit.	La loi sur la propriété industrielle ne prévoit pas de dispositions de ce type. Cependant, la Convention de Paris est appliquée conformément aux conventions de droit.
L'article 5bis dispose qu'un délai de grâce d'au moins six mois doit être accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, mais qu'une surtaxe peut être imposée. Les pays ont la faculté de prévoir la restauration des brevets tombés en déchéance par suite de non-paiement de taxes.	Si les taxes prévues pour le maintien des droits n'ont pas été payées dans le délai fixé, elles pourront l'être moyennant une surtaxe de 25 pour cent dans un délai supplémentaire de trois mois après le délai original, ou moyennant le double, dans un délai de six mois à compter de la date d'expiration de la période additionnelle de trois mois. (Article 90 3) de la loi sur les taxes administratives)
L'article 5ter interdit à un membre de l'Union de Paris d'employer des objets brevetés faisant partie d'un navire ou d'un engin de locomotion aérienne ou terrestre qui pénètre temporairement ou accidentellement sur son territoire.	La loi sur la propriété industrielle ne comporte pas de dispositions particulières.
L'article 5quater dispose que le titulaire d'un brevet de procédé doit avoir, à l'égard d'un produit importé obtenu par le procédé breveté, tous les droits qu'il aurait à l'égard des produits fabriqués dans son pays.	La loi sur la propriété industrielle ne comporte pas de dispositions détaillées à cet égard et est conforme à la Convention de Paris.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 5 <i>quinqies</i> fait obligation aux membres de l'Union de Paris de protéger les dessins et modèles industriels.	<p>Une nouvelle forme extérieure d'un produit industriel, ou encore un nouveau produit artisanal ou une partie de ce produit sont protégés en tant que modèles. Une nouvelle photographie ou un nouveau dessin susceptibles d'être appliqués sur un produit industriel ou un produit artisanal, ou encore une de leurs parties, sont protégés en tant que dessins.</p> <p>Les œuvres photographiques et ouvrages de cartographie, les plans et dessins techniques, ne sont pas protégés en tant que modèles ou dessins industriels. (Article 18 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
L'article 6 prévoit que les conditions de dépôt et d'enregistrement des marques seront déterminées par la législation nationale, mais aussi que le dépôt et l'enregistrement seront indépendants de ceux des autres pays, y compris le pays d'origine.	<p>La loi sur la propriété industrielle ne comporte pas de dispositions détaillées concernant l'enregistrement des marques en ce sens. Cependant, conformément aux conventions de droit, une marque ne peut pas être rejetée ou annulée au motif qu'elle n'a pas été enregistrée dans son pays d'origine.</p>
L'article 6 <i>bis</i> porte que les parties doivent, soit d'office si leur législation le permet, soit à la demande d'une partie intéressée, refuser l'enregistrement, ou accorder un délai minimum de cinq années pour réclamer la radiation, d'une marque susceptible de créer une confusion avec une marque notoirement connue. Il n'est pas fixé de délai pour les marques utilisées de mauvaise foi.	<p>Un signe ne peut être protégé en tant que marque s'il est similaire à un signe déjà protégé par une autre personne pour les mêmes produits ou services ou pour des types de produits ou services similaires, lorsque cette similarité entraîne un risque de confusion pour le consommateur. (Article 23 8) de la loi sur la propriété industrielle)</p>
L'article 6 <i>ter</i> impose aux membres de refuser ou d'invalidier l'enregistrement comportant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, emblèmes d'État, signes et poinçons officiels, etc. Une exception est prévue pour les titulaires de droits acquis de bonne foi avant l'entrée en vigueur de la Convention pour le pays considéré.	<p>Un signe ne peut être protégé en tant que marque s'il comporte un blason national ou des armoiries publiques, un drapeau ou un emblème, la dénomination officielle d'un pays ou d'une organisation internationale ou son abréviation, ou encore leur imitation, à moins qu'il n'ait été approuvé par l'organe compétent du pays ou de l'organisation. (Article 23 9) de la loi sur la propriété industrielle)</p>
D'après l'article 6 <i>quater</i> , la cession d'une marque est valable si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce et du droit exclusif de fabriquer ou de vendre les produits portant la marque cédée.	<p>Le droit sur une marque ne peut être cédé que si la technologie qui assure la même qualité de produits ou de services est cédée en même temps ou que le concessionnaire de la licence de marque possède déjà cette technologie. (Art.110 1) de la loi sur la propriété industrielle)</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 6 <i>quinquies</i> porte que toute marque régulièrement enregistrée dans un membre sera admise au dépôt dans les autres membres, sous certaines réserves, et stipule les conditions auxquelles les marques peuvent être refusées à l'enregistrement ou invalidées.	Ce point n'est pas prévu expressément dans la loi sur la propriété industrielle mais est conforme à la Convention de Paris.
Aux termes de l'article 6 <i>sexties</i> , les membres de l'Union de Paris "s'engagent" à protéger les marques de service, mais ne sont pas tenus de prévoir l'enregistrement de ces marques.	Les articles 2 et 21 1) de la loi sur la propriété industrielle prévoient à la fois la protection des marques de fabrique ou de commerce et celle des marques de service.
L'article 6 <i>septies</i> dispose que le titulaire d'une marque aura le droit de s'opposer à l'enregistrement de celle-ci ou d'en réclamer la radiation si ledit enregistrement est demandé sans son autorisation par son agent ou son représentant, "à moins que cet agent ou représentant ne justifie de ses agissements".	<p>Le client peut retirer son autorisation à tout moment, et le représentant autorisé peut la résilier à tout moment.</p> <p>Le retrait ou la résiliation de l'autorisation peut être demandé au tribunal ou à l'organisme chargé de conduire la procédure, soit par écrit soit verbalement, et consigné dans un procès-verbal.</p> <p>Il est opposable à la partie adverse à compter de la date à laquelle il a été annoncé.</p> <p>Après résiliation de l'autorisation, le représentant reste tenu pendant un mois de remplir ses fonctions pour le compte de la personne qui lui a délivré cette autorisation, si c'est nécessaire pour effacer le préjudice qui aurait pu être causé. (Article 92 de la loi relative à la procédure de jugement)</p>
Aux termes de l'article 7 (repris presque textuellement à l'article 15:4 de l'Accord sur les ADPIC), la nature du produit sur lequel la marque doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.	La nature du produit ou du service sur lequel la marque doit être apposée ne peut, en aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.
L'article 7 <i>bis</i> dispose que les membres doivent permettre l'enregistrement des marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même quand elles ne sont pas établies dans le pays où la protection est requise.	À toute demande d'enregistrement d'une marque collective doit être joint un accord ou un règlement général concernant cette marque collective. (Article 56 1) de la loi sur la propriété industrielle)

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Aux termes de l'article 8, le nom commercial sera protégé par les membres sans obligation d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque.	<p>Toute personne a le droit de mettre ses produits ou services en vente sous les mêmes inscriptions, termes ou combinaison de lettres que ceux figurant dans la marque d'un tiers, pour autant que ceux-ci représentent son nom, son entreprise ou sa dénomination et qu'ils n'aient pas été acquis de manière déloyale.</p> <p>Quiconque dont le nom, l'entreprise ou la dénomination est, à la date de dépôt de la demande de reconnaissance d'une marque, identique à la marque d'une autre personne peut contester cette marque si elle est demandée pour des produits ou services identiques ou similaires, sauf si le détenteur du sceau avait le même nom, la même entreprise ou dénomination à cette date. (Article 25 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Ce point n'est pas prévu expressément dans la loi sur la propriété industrielle mais est conforme à la Convention de Paris.</p>
L'article 9 stipule que seront saisis ou prohibés à l'importation les produits portant illicitement une marque ou un nom commercial, à moins que la législation d'un pays n'admette aucune de ces mesures, auquel cas des actions et moyens au niveau national devront être prévus.	Il n'existe pas de dispositions particulières dans la loi douanière ni dans la loi sur la propriété industrielle.
L'article 10 prévoit l'application des dispositions de l'article 9 en cas d'utilisation directe ou indirecte d'une indication fausse concernant la provenance du produit ou l'identité du producteur, fabricant ou commerçant.	Les autorités douanières contrôlent aux frontières s'il y a violation ou usage abusif de droits de propriété industrielle. Ils s'acquittent de cette tâche en vérifiant que les produits sont accompagnés de leurs certificats.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
<p>L'article 10<i>bis</i> fait obligation aux membres d'assurer une protection contre la concurrence déloyale en interdisant notamment les faits de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec les produits ou l'activité d'un concurrent, les allégations fausses de nature à discréditer un concurrent et les indications susceptibles d'induire le public en erreur sur les marchandises d'un concurrent.</p>	<p>Quiconque utilise dans son activité régulière la marque d'une autre société ou un signe particulier de nature à induire le public en erreur quant à la société ou au signe particulier légitimement utilisé par un tiers peut se voir interdire l'usage de ce signe.</p> <p>Quiconque a créé la confusion prévue à l'alinéa précédent sera déclaré responsable du dommage causé à la partie lésée, s'il savait ou était censé savoir qu'un tel usage induirait le public en erreur ou entraînerait une confusion. (Article 12 - Loi contre la concurrence déloyale, Journal officiel de la République de Macédoine 80/99).</p> <p>Sera puni d'une amende de 50 000 à 250 000 denar ou d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans quiconque a fait des déclarations destinées à un large public, par le biais d'une annonce publique ou d'un autre moyen de communication, dans le but de créer l'impression qu'il fait une offre particulièrement avantageuse, pour ce qui concerne en particulier: la nature et la provenance des produits et services, les moyens de production, le prix ou la manière de fixer le prix de certains produits ou services commerciaux, ainsi que le mode de stockage ou le nom du fournisseur, l'obtention de résultats ou de certaines distinctions ou appréciations, les motifs et la cause de la vente ou encore la quantité des stocks disponibles, alors qu'il savait que ces déclarations contiennent des informations mensongères et sont de nature à abuser le public ou l'induire en erreur.</p> <p>Si les déclarations mensongères susvisées sont faites par un employé, un représentant ou une personne autorisée, le chef d'entreprise et les membres des services de gestion ou de supervision seront également punis s'ils avaient connaissance ou étaient censés avoir connaissance des faits et des actes visés. (Article 15 - Loi contre la concurrence déloyale, Journal officiel de République de Macédoine 80/99)</p>
<p>L'article 10<i>ter</i> dispose que les membres doivent s'engager à assurer aux ressortissants des autres membres des recours légaux pour réprimer efficacement les actes visés aux articles 9, 10 et 10<i>bis</i>, et à permettre aux syndicats et associations représentant les industriels, producteurs ou commerçants étrangers, suivant le principe de la réciprocité, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives en vue de la répression des actes susmentionnés.</p>	<p>Une personne qui possède une entreprise dont le siège n'est pas immatriculé sur le territoire de la République de Macédoine ou qui a le statut de commerçant à l'étranger ne peut se prévaloir de la protection prévue dans les dispositions de la loi contre la concurrence déloyale que si son homologue macédonienne bénéficie d'une protection appropriée dans le pays où est enregistré le siège du ressortissant étranger ou dans celui où il a le statut de commerçant. Le certificat délivré par le Ministère des affaires étrangères tient lieu de validation.</p> <p>(Article 24 - Loi contre la concurrence déloyale, Journal officiel de la République de Macédoine 80/99).</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Aux termes de l'article 11, les membres accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'un d'eux.	<p>Quiconque a exposé une invention, une nouvelle forme d'objet, de photographie ou de dessin ou qui utilise un signe particulier pour marquer des produits ou des services lors d'une exposition (foire) à caractère international officiellement reconnue dans la République de Macédoine ou dans un autre membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle peut, dans un délai de trois mois à compter de la date de clôture de l'exposition (la foire), déposer une demande aux fins de bénéficier du droit de priorité à compter du premier jour d'exposition de l'objet, c'est à dire de son utilisation.</p> <p>L'organe compétent du membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle délivre un certificat écrit, attestant qu'il s'agit d'une exposition (foire) à caractère international officiellement reconnue, et comportant des indications relatives au type d'exposition (foire), au lieu de son organisation, aux dates d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'au premier jour d'exposition de l'objet, c'est-à-dire de son utilisation.</p> <p>Le certificat d'attestation est délivré par la Chambre de Commerce de la République de Macédoine. (Article 49 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
L'article 12 porte que chacun des membres s'engage à établir un office de propriété industrielle pour la communication au public des brevets, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques. Ce service doit publier une feuille périodique où apparaîtront les noms des titulaires des brevets, avec une brève désignation de leurs inventions brevetées, et les reproductions des marques.	<p>La procédure ainsi que les autres affaires administratives concernant l'acquisition et la protection des droits de propriété industrielle relèvent de l'Office de protection de la propriété industrielle de la République de Macédoine.</p> <p>Cet office doit être un organe du Ministère de l'économie doté de la capacité juridique appartenant à une personne morale. (Article 7 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Les indications relatives au droit protégeant la propriété industrielle portées dans le registre doivent être publiées au Journal officiel de l'Office. (Article 69.2 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
L'article 19 autorise les membres à prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, pour autant que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la Convention de Paris.	Le gouvernement de la République de Macédoine a conclu avec l'Organisation européenne des brevets un accord de coopération en matière de brevets. Il a également signé avec l'Office de la propriété intellectuelle de la République de Croatie et l'Office de la propriété intellectuelle de Slovénie des accords de coopération bilatéraux qui ne contreviennent pas aux dispositions de la Convention de Paris.
Traitement de la nation la plus favorisée, sous réserve des exceptions énumérées. Article 4.	<p>Conformément à l'article 9 de la loi sur la propriété industrielle, les personnes morales et physiques étrangères bénéficient au même titre que leurs homologues macédoniennes des droits attachés à la protection de la propriété industrielle dans la République de Macédoine, sous réserve que cela soit conforme aux traités et conventions internationaux et en accord avec le principe de réciprocité.</p> <p>Il incombe à la personne qui invoque la réciprocité d'en établir l'existence.</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Marques	Loi sur la propriété industrielle, Règlement concernant la procédure de reconnaissance du droit à la marque
Assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service pour tout signe, ou toute combinaison de signes, propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises. Article 15:1.	<p>Une marque de fabrique ou de commerce, de même qu'une marque de service (ci-après "marque") protège un signe qui permet de distinguer des marchandises ou des services identiques ou de même type. (Article 21 1) de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Seul pourra être protégé en tant que marque un signe propre à distinguer des marchandises ou des services, par exemple une photographie, un dessin, un mot, une expression, une vignette, un code, une combinaison de ces signes ou une combinaison de couleurs. (Article 22.1 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
La nature des produits ou services auxquels s'applique une marque ne doit pas constituer un obstacle à l'enregistrement de la marque. Article 15:4.	La nature des produits ou services auxquels doit s'appliquer une marque ne peut en aucun cas constituer un obstacle à l'enregistrement de la marque.
Chaque marque doit être publiée avant qu'elle ne soit enregistrée ou peu après son enregistrement, pour ménager la possibilité de s'opposer à l'enregistrement ou de demander la radiation. Article 15:5.	Les indications relatives au droit protégeant la propriété industrielle qui sont consignées dans le registre doivent être publiées au Journal officiel de l'Office. (Article 69 2) de la loi sur la propriété industrielle)
L'article 16:1 confère au titulaire d'une marque le droit exclusif d'empêcher tous les tiers agissant sans son consentement de faire usage de signes identiques ou similaires pour des produits ou des services identiques ou similaires dans les cas où un tel usage entraînerait un risque de confusion.	<p>Le titulaire d'une marque a le droit exclusif d'utiliser sa marque pour distinguer ses produits ou ses services, alors que l'utilisateur d'une marque collective doit utiliser ladite marque conformément au règlement ou à l'accord général relatif à cette marque.</p> <p>Le droit susvisé inclut l'usage de la marque sur le matériau d'emballage, les catalogues, le matériel publicitaire, le mode d'emploi, la publicité, les factures et la correspondance. (Article 37.2 et 37.3 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
L'article 16:1 dispose que, en cas d'usage non autorisé d'un signe identique pour des produits ou services identiques, un risque de confusion sera présumé exister.	<p>Un signe ne peut pas être protégé en tant que marque:</p> <p>1si, par son aspect ou son contenu, il entraîne, notamment pour le consommateur, un risque de confusion sur la provenance, le type, la qualité ou d'autres propriétés des produits ou des services; s'il est identique au signe déjà protégé par un tiers pour des produits ou des services identiques ou de même type; s'il est similaire au signe déjà protégé par un tiers pour des produits ou des services identiques ou de même type, pour autant que cette similarité entraîne un risque de confusion pour le consommateur; ...</p> <p>Cette réponse est liée à la précédente.</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 16:2 et 16:3 prévoit la protection des marques de fabrique ou de commerce et de service notoirement connues, conformément à l'article 6 <i>bis</i> de la Convention de Paris, même à l'égard des produits ou services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels une marque est enregistrée, pour autant que l'usage de cette marque indique un lien avec le titulaire du droit et que cet usage risque de nuire aux intérêts du titulaire du droit.	La protection des marques de fabrique ou de commerce et de service est prévue conformément à l'article 6 <i>bis</i> de la Convention de Paris.
Les Membres ne peuvent prévoir que des exceptions limitées aux droits conférés par une marque, par exemple en ce qui concerne l'usage loyal de termes descriptifs. Article 17.	Toute personne a le droit de mettre ses produits ou services en vente sous les mêmes inscriptions, termes ou combinaison de lettres que ceux figurant dans la marque d'un tiers, pour autant que ceux-ci représentent son nom, son entreprise ou sa dénomination et qu'ils n'aient pas été acquis de manière déloyale. (Article 25 1) de la loi sur la propriété industrielle)
L'enregistrement d'une marque doit être protégé pendant au moins sept ans, et renouvelable indéfiniment. Article 18.	L'article 40 2) de la loi macédonienne sur la propriété industrielle prévoit une durée de protection de dix ans, renouvelable indéfiniment.
L'article 19:1 ne permet la radiation qu'après une période ininterrompue de non-usage de trois ans, à moins qu'il n'existe des raisons valables justifiant le non-usage, notamment des obstacles attribuables aux pouvoirs publics.	Si la marque n'est pas utilisée, sans raison valable, pour marquer les produits ou les services de son titulaire durant plus de cinq ans à compter de sa date d'inscription au registre ou de la date à laquelle elle a été utilisée pour la première fois, sa radiation peut être ordonnée, à la demande de l'intéressé. Lors la procédure engagée aux fins d'obtention de la radiation, il incombera au titulaire de prouver qu'il utilise sa marque.
L'usage d'une marque ne doit pas être entravé de manière injustifiable par des prescriptions spéciales. Article 20.	La loi sur la propriété industrielle n'instaure pas d'entrave injustifiable à l'usage de la marque.
Les Membres peuvent fixer les conditions de la concession de licences, mais la concession de licences obligatoires n'est pas autorisée et le titulaire d'une marque enregistrée doit pouvoir la céder sans qu'il y ait nécessairement transfert de l'entreprise. Article 21.	La concession de licences obligatoires n'est autorisée que pour les brevets. Le droit sur une marque ne peut être cédé que si la technologie qui assure la même qualité de produits et de services est cédée en même temps ou que le concessionnaire de la licence de marque possède déjà cette technologie. Tout contrat qui ne respecte pas la disposition précédente sera dépourvu d'effet juridique. (Article 110 de la loi sur la propriété industrielle)

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Indications géographiques	Loi sur la propriété industrielle, dispositions relatives aux appellations d'origine
<p>Les Membres doivent prévoir les moyens permettant d'empêcher l'utilisation trompeuse des indications géographiques dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée à l'origine géographique ainsi indiquée. Article 22:1 et 22:2.</p> <p>Les Membres doivent refuser ou invalider l'enregistrement d'une marque qui contient une indication géographique, sauf dans les cas où elle a été utilisée pendant une période ininterrompue d'au moins dix ans ou de bonne foi avant le 15 avril 1994. Article 22:3.</p>	<p>L'appellation d'origine est le mode de protection prévu par la loi sur la propriété industrielle.</p> <p>L'appellation d'origine protège la désignation géographique du produit dont les caractéristiques particulières sont principalement déterminées par le lieu de production, si ces caractéristiques tiennent à la nature, à l'influence du climat ou du sol ou à la manière et aux modalités particulières de sa production ou de sa fabrication. (Article 28 1).</p> <p>Elle distingue le type du produit ou du service, son utilisation, l'époque et les modalités de la production, la qualité, le prix, la quantité, la taille, la désignation du lieu et l'origine géographique. (Article 28 2).</p> <p>Il n'y a pas de dispositions particulières dans la loi sur la propriété industrielle ni dans le règlement relatif aux appellations d'origine, mais si l'intéressé introduit une demande aux fins d'obtenir l'invalidation d'une marque, ces caractéristiques seront prises en compte.</p>
<p>Protection contre l'usage des indications géographiques qui, bien qu'elles soient littéralement exactes, donnent à penser à tort que les produits sont originaires d'un autre territoire. Article 22:4.</p>	<p>Il n'y a pas de dispositions particulières dans la loi sur la propriété industrielle ni dans le règlement relatif aux appellations d'origine.</p>
<p>Chaque Membre doit protéger, sauf certaines exceptions, les appellations d'origine des vins et des spiritueux, même dans les cas où l'indication géographique est accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", etc. Articles 23:1 et 24.</p>	<p>Il est interdit à une personne physique ou morale d'utiliser sans autorisation une appellation d'origine, même en l'accompagnant d'expressions telles que "du type", "à la manière de", "selon la méthode", etc. (Article 34 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
<p>Chaque Membre doit refuser ou invalider, sauf certaines exceptions, l'enregistrement de marques contenant des indications géographiques en ce qui concerne les vins ou les spiritueux qui n'ont pas l'origine ainsi indiquée. Articles 23:2 et 24.</p>	<p>Il n'y a pas de dispositions particulières dans la loi sur la propriété industrielle ni dans le règlement relatif aux appellations d'origine, mais si l'intéressé introduit une demande aux fins d'obtenir l'invalidation d'une marque, ces caractéristiques seront prises en compte.</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Dessins ou modèles industriels	Loi sur la propriété industrielle, dispositions relatives à la reconnaissance d'un dessin ou modèle
L'article 25:1 prévoit, à certaines exceptions près, l'obligation de protéger les dessins et modèles industriels créés de manière indépendante qui sont nouveaux ou originaux.	<p>Une nouvelle forme extérieure d'un produit industriel, un nouveau produit artisanal ou une partie de ce produit sont protégés en tant que modèles.</p> <p>Une nouvelle photographie ou un nouveau dessin susceptibles d'être appliqués sur un produit industriel ou un produit artisanal, ou encore une de leurs parties, sont protégés en tant que dessins.</p> <p>Les œuvres photographiques et ouvrages de cartographie, les plans et dessins techniques, ne sont pas protégés en tant que modèles ou dessins industriels.</p> <p>(Article 18)</p>
L'article 25:2 dispose que chaque Membre doit faire en sorte que les prescriptions visant à garantir la protection des dessins et modèles de textiles n'empêchent pas cette protection.	Il n'existe pas de prescriptions particulières visant à garantir la protection des dessins ou modèles industriels de textiles.
La durée de la protection ne doit pas être inférieure à dix ans.	La protection d'un dessin ou d'un modèle est offerte pour dix ans au moins, à compter de la date du dépôt de la demande.
Brevets	Loi sur la propriété industrielle, dispositions relatives à la reconnaissance des brevets
Un brevet pourra être obtenu pour toute invention, de produit ou de procédé, dans tous les domaines technologiques, à condition qu'elle soit nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle soit susceptible d'application industrielle. Peuvent être exclus de la brevetabilité les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes et les procédés non biologiques et microbiologiques. Des exemptions sont aussi prévues aux fins de la protection de l'ordre public ou de la moralité. Article 27.	<p>Les inventions qui apportent une nouvelle solution technique à un problème, ou qui portent sur de nouvelles espèces végétales ou hybrides à la suite d'un travail de création, qui sont techniquement viables et susceptibles d'être appliquées dans l'industrie ou dans un autre type d'activité sont protégées par un brevet.</p> <p>Ne font pas l'objet de la protection:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) les inventions dont l'annonce ou l'utilisation est contraire à la loi ou à la morale; 2) les inventions portant sur des procédures chirurgicales ou diagnostiques ou des traitements directement applicables à des êtres humains ou des animaux vivants. Cette disposition ne vise pas les produits, en particulier les substances ou préparations servant à l'application de ces méthodes. <p>(Article 16)</p>
Un brevet doit conférer à son titulaire le droit d'empêcher des tiers de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer le produit breveté, ou, dans les cas où l'objet du brevet est un procédé, d'utiliser le procédé ou d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer le produit obtenu directement par ce procédé. Article 28:1.	<p>Le titulaire d'un brevet jouit du droit exclusif d'empêcher les tiers auxquels il n'a pas donné l'autorisation d'un tel usage d'utiliser l'invention brevetée au cours du processus de production, de l'offrir à la vente sur le marché, et de vendre le brevet au cours du processus de production ou sur le marché.</p> <p>(Article 35)</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 28:2 confère au titulaire d'un brevet le droit de céder, ou de transmettre par voie successorale, le brevet et de conclure des contrats de licence.	Conformément à la loi sur la propriété industrielle et à d'autres règlements, le titulaire d'un brevet a la faculté de céder ses droits ou de les concéder au moyen d'une licence totale ou partielle. (Articles 107 à 112)
Les Membres doivent exiger du déposant qu'il divulgue l'invention de telle manière qu'une personne du métier puisse l'exécuter et peuvent exiger de lui qu'il indique la meilleure manière d'exécuter l'invention et qu'il fournisse des renseignements sur les demandes correspondantes qu'il aura déposées à l'étranger. Article 29.	La divulgation de l'invention doit être faite de manière suffisamment claire et complète pour qu'une personne du métier puisse la comprendre sans avoir à poursuivre son investigation. Art. 6 2) du règlement concernant la procédure de reconnaissance des brevets
Les Membres doivent faire en sorte que les exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers. Article 30.	Il existe des exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet pour ce qui concerne les licences obligatoires et les licences officielles. (Articles 113 à 119)
La concession de licences obligatoires n'est permise que lorsque certaines conditions énumérées sont remplies, dont le préavis, la rémunération, les limites concernant l'utilisation et la cession des licences, etc. Article 31.	<p>Si le titulaire du brevet, ou un tiers habilité par celui-ci, n'exploite pas ou exploite insuffisamment l'invention qui fait l'objet de la protection en République de Macédoine, ses droits d'exploitation peuvent être conférés à un tiers, moyennant le paiement d'une rémunération (licence obligatoire).</p> <p>L'invention sera considérée non exploitée ou insuffisamment exploitée si:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) le titulaire du brevet refuse de céder le droit d'exploiter l'invention protégée ou impose aux tiers des conditions injustifiées; 2) la demande intérieure concernant les objets fabriqués conformément à l'invention brevetée est principalement satisfaite par les importations, ou l'importation de ces objets entrave ou empêche leur production industrielle en République de Macédoine. <p>Une personne morale ou physique peut obtenir la concession d'une licence obligatoire si elle établit la preuve qu'elle possède les moyens technologiques et la capacité de production nécessaires pour exploiter l'invention brevetée.</p> <p>La licence obligatoire sera refusée si le titulaire du brevet établit que des raisons légitimes justifient la non-exploitation de l'invention brevetée ou l'insuffisance de cette exploitation.</p> <p>(Article 113)</p> <p>Une licence obligatoire pourra également être concédée lorsque l'invention qui fait l'objet du brevet ne peut être exploitée, en tout ou en partie, sans utiliser une invention brevetée antérieurement, pour</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>autant que l'invention nouvelle constitue un progrès technique plus important dont l'intérêt est considérable pour l'économie ou pour satisfaire la demande.</p> <p>Si une licence obligatoire est concédée en application de l'alinéa précédent, le titulaire du premier brevet peut demander l'octroi d'une licence obligatoire pour utiliser l'invention revendiquée dans le second brevet.</p> <p>(Article 114)</p>
L'article 32 dispose que, pour toute décision concernant la révocation ou la déchéance d'un brevet, une possibilité de révision judiciaire doit être offerte.	<p>Les articles 91 à 93 de la loi sur la propriété industrielle établissent les conditions d'annulation d'un brevet.</p> <p>Voir la réponse concernant l'article 41:4.</p>
La protection offerte doit durer au moins 20 ans à compter de la date du dépôt. Article 33.	L'article 40 de la loi sur la propriété industrielle prévoit une protection de 20 ans au moins à compter de la date du dépôt.
Aux fins de la procédure civile en contrefaçon d'un brevet de procédé, la charge de la preuve doit passer au défendeur dans les cas où le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau ou lorsque la probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé et que le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été utilisé. Article 34.	<p>Chaque partie a l'obligation de présenter les faits et de proposer les éléments de preuve qui lui ont servi à fonder sa requête ou à contester les preuves de la partie adverse. (Article 204, premier alinéa – Loi relative à la procédure de jugement)</p> <p>Si les éléments de preuve présentés ne sont pas suffisants pour permettre au juge de constater un fait, l'existence de ce fait devra être établie conformément à ce que réclame la charge de la preuve. (Article 207 – Loi relative à la procédure de jugement).</p>
Schémas de configuration de circuits intégrés	Loi relative aux schémas de configuration de circuits intégrés
Les Membres doivent accorder la protection des schémas originaux de configuration de circuits intégrés qui sont enregistrés ou ont été exploités commercialement où que ce soit dans le monde, conformément aux articles 3, 4, 5 et 7 du Traité de Washington, inclus dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 35 de celui-ci.	<p>Les topographies sont protégées lorsqu'elles sont originales. Une topographie est réputée originale si elle est le résultat du travail intellectuel de son créateur et n'était pas généralement connue dans l'industrie des semi-conducteurs au moment de sa création.</p> <p>Lorsqu'une topographie est composée d'éléments qui sont généralement connus dans les industries concernées, seule la combinaison de ces éléments fait l'objet de la protection, sous réserve qu'elle réponde au critère d'originalité prévu à l'alinéa précédent. (Article 8 de la loi relative à la protection des topographies [schémas de configuration] de circuits intégrés)</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
<p>Les Membres doivent considérer comme illégaux, sauf dans certaines circonstances, les actes consistant à reproduire, importer, vendre ou distribuer de toute autre manière un schéma de configuration protégé, un circuit intégré dans lequel un schéma de configuration est incorporé, ou un article incorporant un tel microcircuit. Article 6 du Traité de Washington et article 36 de l'Accord sur les ADPIC.</p>	<p>Le titulaire d'une topographie jouit des droits exclusifs d'exploitation commerciale, y compris le droit d'autoriser ou d'interdire les actes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - reproduire la topographie par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit; - importer, vendre ou distribuer sous toute autre forme la topographie, un circuit intégré incorporant la topographie, ou un produit qui comporte un tel circuit intégré. <p>Les droits exclusifs visés à l'alinéa précédent protègent la topographie à proprement parler, mais ne s'étendent pas aux concepts, procédés, systèmes ou techniques qui s'y trouvent incorporés. (Article 9 de la loi relative à la protection des topographies [schémas de configuration] de circuits intégrés)</p>
<p>La durée de la protection doit être d'au moins dix ans à compter de la date du dépôt de la demande d'enregistrement ou à compter de la première exploitation commerciale. Article 38</p>	<p>Le droit exclusif s'éteint à l'expiration d'un délai de dix ans qui court à compter de la première des dates suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - fin de l'année civile au cours de laquelle la topographie a été exploitée pour la première fois où que ce soit dans le monde; - fin de l'année civile au cours de laquelle la demande a été déposée en bonne et due forme. (Article 10 3) de la loi relative à la protection des topographies [schémas de configuration] de circuits intégrés)
Protection des renseignements non divulgués	
<p>L'article 39:2 prévoit la protection des renseignements non divulgués qui sont secrets (non généralement connus ni aisément accessibles), qui ont une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets et qui ont fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets.</p>	<p>Il n'existe pas de loi distincte concernant les renseignements non divulgués, les secrets commerciaux ou les informations textuelles.</p> <p>La protection des renseignements non divulgués est prévue par les articles 31, 34 et 37 de la loi sur le commerce extérieur (Journal officiel 23/95, 30/95, 43/95, 23/99, 43/99), la loi sur la concurrence déloyale (Journal officiel 80/99) et les articles 23 et 24 de la loi sur la limitation de la concurrence (Journal officiel 80/99).</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement allant de un à cinq ans quiconque fait connaître, donne ou délivre de quelque manière que ce soit à un tiers non autorisé des renseignements tenus légalement pour confidentiels, ainsi que quiconque recueille de tels renseignements.</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement allant de trois mois à trois ans quiconque fait connaître, donne ou délivre de quelque manière que ce soit à un tiers non autorisé des renseignements tenus pour confidentiels en vertu d'un règlement ou d'une décision émanant d'un organe administratif autorisé si la divulgation de ces renseignements a causé ou est de nature à causer un dommage, ainsi que quiconque recueille de tels renseignements dans l'intention de les remettre à un tiers non autorisé.</p> <p>Si les renseignements visés aux alinéas précédents revêtent une importance extrême, s'ils ont été divulgués ou collectés en vue d'être proposés à l'étranger, ou si l'auteur de l'acte a reçu un pot-de-vin, la peine infligée sera de un à dix ans.</p> <p>Article 281 du Code pénal (Journal officiel 37/96)</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Moyens de faire respecter les droits Obligations générales	Loi sur la propriété industrielle, Loi concernant la procédure administrative générale, Loi de procédure criminelle (Journal officiel 15/97) Loi relative à la procédure de jugement (Journal officiel 33/98), Code pénal (Journal officiel 37/96)
Les Membres doivent prévoir des mesures efficaces contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle sans créer d'obstacles au commerce légitime et en offrant des sauvegardes contre l'usage abusif de ces mesures. Article 41:1.	<p>Tout usage illégal, au cours d'activités de production ou de commerce, d'une invention, d'une forme d'objet, de photographie ou de dessin protégé, ou du signe protégé ou de la désignation géographique protégée d'un produit, de même que tout usage illégal d'un brevet, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque ou d'une appellation d'origine, sera réputé porter atteinte au droit qui protège la propriété industrielle.</p> <p>L'imitation d'un dessin ou d'un modèle industriel, d'une marque ou d'une appellation sera également considérée comme une atteinte au droit afférent à l'objet protégé.</p> <p>L'imitation, telle qu'elle est définie ci-dessus, sera réputée exister si une attention particulière est nécessaire au consommateur ou à l'utilisateur, quel que soit le type de produit ou de service en cause, pour percevoir la différence, ou si la marque ou l'appellation est une traduction, une transcription ou une translittération. (Article 95 de la loi sur la propriété industrielle).</p> <p>Le Code pénal prévoit les dispositions suivantes:</p> <p>Usage non autorisé de la raison sociale d'un tiers (article 285)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Quiconque utilise la raison sociale, la marque ou la marque de fabrique ou de commerce d'un tiers, ou encore le signe particulier indiquant ses produits ou la provenance de ses produits ou services, dans l'intention de tromper le consommateur ou l'utilisateur, encourt entre autres sanctions une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. 2) Quiconque utilise sans autorisation le dessin ou le modèle d'un tiers ou fait le commerce de produits élaborés sur la base de ce dessin ou modèle dans l'intention de tromper le consommateur encourt la peine prescrite à l'alinéa 1. 3) Les produits visés aux alinéas 1 et 2 seront retirés. <p>Usage non autorisé de l'invention d'un tiers (article 286)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Quiconque utilise, publie, loue ou cède sans autorisation l'invention demandée ou enregistrée par un tiers, encourt entre autres sanctions une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. 2) Les produits seront retirés. 3) Les poursuites sont engagées sur demande. <p>Falsification de marques et de désignations de produits, d'étalons et de poids (article 272)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Quiconque fabrique une fausse marque dans l'intention de s'en servir pour désigner des produits nationaux ou étrangers, comme un sceau, une marque ou un étalon destiné à désigner de l'or, de l'argent, du bétail, du bois ou d'autres produits, ou falsifie une marque existante ou encore utilise une fausse marque encourt une peine d'emprisonnement allant de trois mois à cinq ans.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>2) Quiconque falsifie des étalons ou des poids encourt la peine prescrite à l'alinéa 1.</p> <p>3) Quiconque fabrique, achète, vend ou loue sans autorisation les moyens servant à fabriquer une marque en vue de désigner du bétail, ainsi que de faux étalons et de faux poids, encourt entre autres sanctions une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.</p> <p>4) Les fausses marques, les faux étalons et les faux poids, ainsi que les moyens ayant servi à leur production seront confisqués.</p> <p>Les tribunaux de première instance sont compétents pour connaître des atteintes portées à des droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Toutes les procédures se déroulent dans la transparence en matière d'information et de règles juridiques, le travail des organes s'effectuant de façon ouverte.</p> <p>L'efficacité de la protection offerte a tendance à s'améliorer (prévention), grâce à l'éducation des entités économiques, des juges, des employés des différentes institutions, etc.</p>
<p>L'article 41:2 dispose que les procédures destinées à faire respecter les droits doivent être loyales et équitables, ne pas être inutilement complexes ou coûteuses, ne pas comporter de délais déraisonnables ni entraîner de retards injustifiés.</p>	<p>La protection de la propriété industrielle est prévue conformément aux principes de légalité et de fonctionnement économique contenus dans la loi relative à la procédure de jugement, la loi de procédure criminelle et la loi concernant la procédure administrative générale.</p> <p>La loi de procédure criminelle prévoit les principes de base suivants: la personne mise en examen est présumée innocente jusqu'à ce que le contraire ait été prouvé sur la base de faits que le tribunal apprécie en fonction de la présomption d'innocence en sa faveur (article 2); elle doit être avisée dans une langue qu'elle comprend des raisons pour lesquelles une procédure a été engagée contre elle (article 3); elle a droit à un procès juste et public dans un délai raisonnable (article 4); l'obtention d'aveux sous la contrainte est interdite et punissable (article 10); la procédure doit être conduite sans délai (article 13); le tribunal et les autres organes étatiques ont obligation de déterminer fidèlement et complètement les faits (article 14); l'administration de la preuve ne doit pas être liée à des règles formelles particulières ni limitée par de telles règles (article 15), etc.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent également en matière de délits.</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>La loi relative à la procédure de jugement prévoit les principes de base suivants: les limites de la demande doivent être déterminées (article 2); les parties disposent librement de la demande (article 3); le tribunal statue verbalement, immédiatement et publiquement sur la plainte (article 4); chacune des parties a la possibilité de se faire entendre en ce qui concerne les prétentions de la partie adverse (article 5); le tribunal est tenu de déterminer complètement et fidèlement les faits en litige et d'apprécier les éléments de preuve (article 7); il est tenu de mener à bien la procédure sans délai et aux moindres frais (article 10); toute partie qui ne connaît pas les possibilités d'action qui lui sont offertes doit en être informée (article 11), etc.</p> <p>La loi concernant la procédure administrative générale prévoit les principes de base suivants: résoudre le problème conformément à la législation (article 4); prévoir la protection de l'intérêt général et celle des citoyens (article 5); connaissance satisfaisante des droits (article 6); déterminer la situation exacte au moyen d'une analyse de l'ensemble des faits (article 7); garantir aux parties la possibilité de se faire entendre en ce qui concerne les faits et les circonstances (article 8); mener à bien la procédure aux moindres frais (article 13); fournir aux parties non informées une assistance en vue de protéger les droits que leur reconnaît la loi (article 14), etc.</p>
<p>Les décisions au fond doivent s'appuyer exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre et seront de préférence écrites et motivées. Article 41:3</p>	<p>Conformément à la loi de procédure criminelle la décision doit être prononcée et publiée (article 337); le tribunal doit fonder sa décision uniquement sur les faits présentés au cours des débats (article 339); la décision prononcée doit être rédigée par écrit dans un délai de huit jours à compter de la date de son prononcé ou, si elle est plus complexe, dans un délai de 15 jours (article 347); la décision doit comporter une introduction, un dispositif (énoncé de la décision) et des motifs (article 348).</p> <p>Conformément à la loi relative à la procédure de jugement, la décision doit être prononcée et publiée (article 321); une fois prononcée, elle doit être rédigée par écrit dans un délai de huit jours à compter de la date de son prononcé (article 323); elle doit comporter une introduction, un dispositif (énoncé de la décision) et des motifs (article 324).</p> <p>Conformément à la loi concernant la procédure administrative générale, l'organe autorisé est tenu de statuer (article 202) au moyen d'une décision écrite comportant une introduction, un dispositif (énoncé de la décision) et des motifs (article 206). La procédure doit être menée à bien, la décision rendue et communiquée aux parties dans un délai de 60 jours, à moins que la loi n'en dispose autrement.</p>
<p>Les parties doivent avoir la possibilité de faire appel, devant des organes judiciaires, des décisions administratives finales et au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond. Article 41:4.</p>	<p>Un recours contentieux peut être formé contre la décision rendue en deuxième instance par le Ministre de l'économie (loi concernant le contentieux administratif; Journal officiel de l'ex-RSFY, 4/77 et 36/77).</p> <p>Ce recours est engagé sur dépôt d'une plainte dans les 30 jours suivant la communication de la décision rendue en deuxième instance (articles 23 et 24 de la loi concernant le contentieux administratif).</p> <p>La plainte est déposée devant la Cour suprême de la République de Macédoine, qui est l'organe chargé de trancher les conflits (article 3 de la loi concernant le contentieux administratif, premier alinéa).</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>En principe, le dépôt d'une plainte n'ajourne pas l'application de la décision rendue en deuxième instance (article 17 de la loi concernant le contentieux administratif, premier alinéa).</p> <p>Conformément à l'article 350 de la loi de procédure criminelle, la décision rendue en première instance peut être contestée devant une juridiction du deuxième degré (Cour d'appel) dans un délai de 15 jours à compter de sa communication.</p> <p>Par ailleurs, des voies de recours extraordinaires ont été prévues une fois que la décision est passée en force de chose jugée: ouverture d'une nouvelle procédure pour le jugement pénal (articles 388-398) et la décision rendue par le tribunal de première instance; atténuation extraordinaire de la peine (articles 399 à 402), examinée par la Cour suprême.</p> <p>Pourvoi dans l'intérêt de la loi (articles 403 à 410), et requête aux fins d'un contrôle extraordinaire de la décision passée en force de chose jugée (articles 411-415), tous deux examinés par la Cour suprême.</p> <p>En application de l'article 75 de la loi sur les délits, un recours peut être formé devant une juridiction de deuxième degré (Cour d'appel) contre la décision rendue en première instance. Les voies de recours extraordinaires sont les suivantes: ouverture d'une nouvelle procédure et pourvoi dans l'intérêt de la loi.</p> <p>En application de l'article 334 de la loi relative à la procédure de jugement, la décision rendue en première instance peut être contestée devant une juridiction du deuxième degré (Cour d'appel) dans un délai de 15 jours à compter de sa communication.</p> <p>Les voies de recours extraordinaires sont: le pourvoi en cassation (articles 368-386), examiné par la Cour suprême; le pourvoi dans l'intérêt de la loi (articles 387-394), examiné par la Cour suprême, et l'ouverture d'une nouvelle procédure (articles 395 à 402) examinée par le tribunal de première instance.</p> <p>Au pénal, si le défendeur est déclaré non coupable, un réexamen est impossible et la décision est définitive, autrement dit le principe non bis in idem est appliqué.</p>
Procédures et mesures correctives civiles et administratives	
<p>Les Membres doivent prévoir des procédures permettant aux plaignants d'intenter une action en contrefaçon, les défendeurs doivent être informés, les deux parties doivent être habilitées à présenter des éléments de preuve à l'appui de leur thèse et les renseignements confidentiels doivent être protégés. Article 42.</p>	<p>L'inventeur, son ayant cause ou tout autre successeur légal peut intenter une action devant la juridiction compétente aux fins d'être déclaré titulaire du brevet pendant toute la durée de la protection, si ledit brevet a été délivré sous le nom d'une personne qui n'est pas l'inventeur, son ayant cause ni un autre successeur légal.</p> <p>L'auteur du dessin ou modèle, son ayant cause ou tout autre successeur légal peut intenter une action devant la juridiction compétente aux fins de faire radier le droit sur ce dessin ou modèle et d'en être déclaré titulaire, lorsqu'il a été octroyé à une personne qui n'est pas l'auteur ou son successeur légal. (Article 100 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Une personne physique ou morale peut intenter une action devant la juridiction compétente en demandant au juge de déterminer que le signe qu'elle utilise dans le commerce pour marquer ses produits ou ses services est identique ou similaire à la marque utilisée pour les</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>produits ou services d'une autre personne morale ou physique, et que ce signe était notoirement connu comme désignant ses produits ou services avant que le défendeur n'ait déposé sa demande d'enregistrement de la marque. Le plaignant peut solliciter du tribunal une décision le déclarant titulaire de la marque.</p> <p>Le tribunal rejettera une contestation fondée sur la disposition qui précède si le défendeur titulaire de la marque prouve qu'il utilisait le signe litigieux pour des produits ou des services identiques ou similaires, avant l'introduction de la demande, depuis la même date que le demandeur ou depuis plus longtemps. L'action ne pourra plus être intentée après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'inscription de la marque au registre des marques. (Article 101 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Conformément à l'article 5 de la loi susvisée, l'inventeur ou l'auteur peut intenter une action devant la juridiction compétente aux fins que son droit soit inscrit dans la demande et dans tous les documents.</p> <p>À la mort de l'inventeur ou de l'auteur, l'action est ouverte à ses ayants cause. (Article 104 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>Les éléments de preuve nécessaires seront joints à la demande d'invalidation de la décision. (Article 92.2 de la loi sur la propriété industrielle)</p> <p>L'article 159 de la loi concernant la procédure administrative autorise les deux parties à présenter des éléments de preuve à l'appui de leurs allégations d'atteinte.</p> <p>Les actions relatives aux atteintes portées à un droit de propriété industrielle sont engagées devant la juridiction de premier degré; les règles de procédure civile et pénale sont d'application.</p> <p>Les détenteurs de droits ont la faculté de se faire représenter par un avocat (article 63 de la loi de procédure criminelle) et un représentant légal. (Article 10 de la loi sur la propriété industrielle)</p>
<p>Les juges doivent être habilités, dans les cas où des éléments de preuve à l'appui des allégations d'une partie se trouvent sous le contrôle de la partie adverse, à ordonner que ces éléments soient produits par la partie adverse. Article 43:1.</p>	<p>Au pénal et au civil, le juge est habilité à ordonner des expertises et la production d'autres moyens de preuve; en matière administrative, l'organe compétent dispose du même droit.</p> <p>Loi relative à la procédure de jugement (articles 204 à 261)</p> <p>Loi de procédure criminelle (articles 198 à 252)</p> <p>Loi concernant la procédure administrative générale (articles 159 à 201)</p> <p>La communication des éléments de preuve (droit de réplique) à la partie adverse est prévue dans toutes les procédures.</p>
<p>Les juges doivent être habilités à ordonner à un défendeur, sauf s'il s'agit des pouvoirs publics, de cesser de porter atteinte à un droit. Article 44:1.</p>	<p>Mesures provisoires – Loi concernant les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Articles 263 à 276 (voir annexe).</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les juges doivent être habilités à ordonner le versement de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par l'atteinte portée à un droit. Article 45:1.	<p>En cas d'atteinte portée à des droits de propriété industrielle, le juge accorde une réparation, conformément à la règle générale de réparation applicable en cas d'atteinte à un droit.</p> <p>Lorsqu'il se prononce sur une demande de dommages-intérêts punitifs et détermine leur montant, le juge apprécie l'ensemble des circonstances de l'espèce et, en particulier, le degré de culpabilité du contrevenant, le montant de la rémunération agréée ou coutumière, ainsi que la portée dissuasive de la peine.</p> <p>En cas d'atteinte portée au droit moral et en l'absence de préjudice patrimonial, le juge a la faculté d'accorder à l'auteur ou au détenteur du droit une réparation pécuniaire équitable pour l'atteinte portée à sa personne, son honneur ou sa réputation, ou une réparation morale, s'il estime cette mesure justifiée par les circonstances de l'espèce, en particulier l'importance du préjudice et sa durée (Loi sur les obligations).</p>
Les juges doivent être habilités à ordonner au contrevenant de payer les frais de procédure au détenteur du droit ainsi qu'à prononcer le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts préétablis. Article 45:2.	En application du premier alinéa de l'article 143 de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, la partie qui succombe est tenue de rembourser les frais à la partie adverse et aux autres parties appelées au procès, y compris les honoraires d'avocat, conformément au tarif des prestations d'avocat et autres prestations légales.
Les Membres doivent autoriser d'autres mesures correctives, notamment la saisie des marchandises contrefaites et des matériaux et instruments ayant principalement servi à la contrefaçon. Article 46.	<p>En application des articles 104 à 106 de la loi sur la propriété industrielle, l'inventeur ou l'auteur peut engager une action devant le tribunal compétent aux fins que son droit soit inscrit dans la demande et dans l'ensemble des documents.</p> <p>Il peut également demander la publication, aux frais du défendeur, du jugement rendu en sa faveur qui a pris effet légalement, ainsi que la réparation du préjudice moral.</p>
Les Membres doivent autoriser l'indemnisation du défendeur, y compris le paiement des honoraires d'avocat, en cas d'abus par le requérant. Article 48:1.	La disposition citée pour l'article 45:2 s'appliquera <i>mutatis mutandis</i> .
Les Membres ne doivent dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité à l'égard de l'administration de toute loi relative à la propriété intellectuelle que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans le cadre de l'administration de ladite loi. Article 48:2.	Les autorités publiques et leurs agents seront dégagés de leur responsabilité s'ils ont agi conformément à la loi (principes d'intégrité, de conscience, et de libre appréciation des preuves).
Les Membres doivent faire en sorte que les mesures correctives administratives soient conformes aux principes énoncés dans les articles précédents. Article 49.	Voir la réponse concernant l'article 41.2.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
- Mesures provisoires	
Les juges doivent être habilités à prendre des ordonnances d'interdiction temporaires ou à accorder des mesures provisoires pour empêcher qu'il ne soit porté atteinte à un droit et pour sauvegarder les éléments de preuve. Article 50:1.	Articles 263 à 276 de la loi concernant les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle.
Les juges doivent être habilités à ordonner à la partie plaignante d'indemniser la partie défenderesse pour protéger celle-ci au cas où la décision sur le fond ne justifierait pas les mesures provisoires. Article 50:3.	Voir la réponse dans ce qui précède.
Les Membres doivent prévoir une notification, une action formelle par le plaignant après une ordonnance d'interdiction temporaire, etc. Article 50:4 et autres dispositions.	Voir la réponse dans ce qui précède.
- Mesures à la frontière	
Les Membres doivent permettre la suspension par les autorités douanières, à la demande du détenteur de droit, de la mise en libre circulation des marchandises dont on soupçonne que ce sont des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur. Les Membres peuvent étendre cette protection aux détenteurs d'autres droits de propriété intellectuelle. Article 51.	<p>Il n'existe pas de dispositions particulières dans le Code des douanes ni dans la loi sur la propriété industrielle.</p> <p>Les mesures susceptibles d'être adoptées par les autorités douanières pour protéger des droits de propriété industrielle sont prévues aux articles 9 et 10 de la Convention de Paris. Elles sont conformes aux conventions de droit. Elles sont appliquées à la demande du détenteur du droit ou du titulaire de la licence.</p> <p>Les mesures douanières de protection sont les mêmes que celles énoncées dans la partie consacrée aux mesures provisoires, à ceci près qu'elles relèvent des autorités douanières. Elles sont révoquées au bout de dix jours, à moins que le détenteur du droit n'ait déposé une plainte ou engagé une procédure aux fins de d'obtenir l'application d'autres mesures.</p> <p>Les autorités douanières, l'inspection du marché, la police et le ministère public prennent les mesures nécessaires pour empêcher qu'il soit porté atteinte à un droit de propriété industrielle. S'il est informé d'une telle atteinte par le détenteur du droit, l'Office pour la protection de la propriété industrielle saisit le tribunal compétent d'une plainte en contrefaçon, c'est-à-dire d'une plainte pour infraction commerciale.</p>

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Tout détenteur de droit engageant des procédures relatives à des mesures à la frontière doit être tenu de fournir un commencement de preuve de l'atteinte à son droit et une description des marchandises suffisante pour permettre aux autorités douanières de les reconnaître. Le détenteur de droit doit être avisé dans un délai raisonnable s'il est ou non fait droit à sa demande. Article 52.	Voir la réponse concernant l'article 51.
Les autorités compétentes doivent être habilitées à exiger du détenteur de droit qui demande des mesures à la frontière de constituer une caution suffisante pour protéger le défendeur et pour prévenir les abus. Article 53.	Voir la réponse concernant l'article 51.
Le détenteur du droit et l'importateur doivent être avisés dans les moindres délais des mesures décidées conformément à l'article 51. Article 54.	Voir la réponse concernant l'article 51.
Les autorités douanières doivent être informées dans un délai maximum de 20 jours à compter du moment où le requérant a été avisé de la suspension du point de savoir si une procédure conduisant à une décision au fond a été engagée ou si la suspension doit être annulée. Article 55.	Voir la réponse concernant l'article 51.
Les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner au détenteur du droit de dédommager l'importateur et le propriétaire des marchandises faisant l'objet de mesures à la frontière en cas de rétention injustifiée des marchandises ou si la procédure conduisant à une décision au fond n'a pas été engagée dans le délai prescrit. Article 56.	Voir la réponse concernant l'article 51.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Le détenteur du droit doit avoir la possibilité d'inspecter les marchandises retenues afin d'établir le bien-fondé de ses allégations. L'importateur doit avoir une possibilité équivalente. Les Membres peuvent informer le détenteur du droit des noms et adresses des personnes impliquées dans l'importation dans les cas où il est établi qu'il y a eu atteinte au droit. Article 57.	Voir la réponse concernant l'article 51.
L'article 58 définit les conditions qui doivent être établies dans les cas où les autorités douanières sont habilitées à agir de leur propre initiative, soit: la faculté de demander à tout moment au détenteur du droit tout renseignement utile; l'obligation d'aviser l'importateur de la suspension dans les moindres délais; et l'obligation de ne dégager les agents publics de leur responsabilité que s'ils agissent de bonne foi.	Voir la réponse concernant l'article 51.
Les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner au besoin la destruction ou la mise hors circuit des marchandises portant atteinte à un droit autrement que par la réexportation. Article 59.	Voir la réponse concernant l'article 51.
Les Membres peuvent exempter des mesures à la frontière les marchandises sans caractère commercial contenues en petites quantités dans les bagages personnels des voyageurs ou expédiées en petits envois. Article 60.	Voir la réponse concernant l'article 51.
- Procédures pénales	
Les Membres doivent prévoir des procédures pénales et des peines suffisantes pour être dissuasives, pour les actes délibérés de contrefaçon de marque ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Les Membres peuvent prévoir également une action au pénal pour d'autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis délibérément et à une échelle commerciale. Article 61.	<p>Le Code pénal de la République de Macédoine prévoit les infractions suivantes: usage non autorisé de la raison sociale d'un tiers (article 285)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Quiconque utilise la raison sociale, la marque ou la marque de fabrique ou de commerce d'un tiers ou encore le signe particulier indiquant ses produits ou la provenance de ses produits ou services dans l'intention de tromper le consommateur ou l'utilisateur encourt, entre autres sanctions, une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. 2) Quiconque utilise sans autorisation le dessin ou le modèle d'un tiers ou fait le commerce de produits élaborés sur la base de ce dessin ou modèle dans l'intention de tromper le consommateur encourt la peine prescrite à l'alinéa 1.

Office de la propriété intellectuelle	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>3) Les produits visés aux alinéas 1 et 2 seront retirés.</p> <p>Usage non autorisé de l'invention d'un tiers (article 286)</p> <p>1) Quiconque utilise, publie, loue ou cède sans autorisation l'invention demandée ou enregistrée par un tiers encourt, entre autres sanctions, une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.</p> <p>2) Les produits seront retirés.</p> <p>4) Les poursuites sont engagées sur demande.</p> <p>Falsification de marques et de désignations de produits, d'étalons et de poids (article 272)</p> <p>1) Quiconque fabrique une fausse marque dans l'intention de s'en servir pour désigner des produits nationaux ou étrangers, comme un sceau, une marque ou un étalon destiné à désigner de l'or, de l'argent, du bétail, du bois ou d'autres produits, ou falsifie une marque existante ou encore utilise une fausse marque encourt une peine d'emprisonnement allant de trois mois à cinq ans.</p> <p>2) Quiconque falsifie des étalons ou des poids encourt la peine prescrite à l'alinéa 1.</p> <p>4) Quiconque fabrique, achète, vend ou loue sans autorisation les moyens servant à fabriquer une marque en vue de désigner du bétail, ainsi que de faux étalons et de faux poids, encourt entre autres sanctions une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.</p> <p>5) Les fausses marques, les faux étalons et les faux poids, ainsi que les moyens ayant servi à leur production seront confisqués.</p> <p>Le Ministère public poursuit d'office les auteurs de telles infractions pénales.</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Droit d'auteur et droits connexes	Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes (Journal officiel de la République de Macédoine n° 47/96 et 3/98)
Conformité avec les articles premier à 21 de la Convention de Berne, exception faite de l'article 6bis. Article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC.	La République de Macédoine est Membre de la Convention de Berne – Acte de Paris de 1971 (depuis le 8 septembre 1991 au titre de la succession de l'ex-RSFY).
L'article 2 de la Convention de Berne définit comme suit les "œuvres littéraires et artistiques": "toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression". Des exemples suivent cette définition.	Conformément à la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, une œuvre protégée par un droit d'auteur est une création originale et intellectuelle du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le type, le mode ou la forme d'expression. En particulier, sont protégées par le droit d'auteur: les œuvres écrites telles que les œuvres littéraires, articles, essais, manuels, brochures, études scientifiques, traités, etc.; les programmes d'ordinateur, en tant qu'œuvres littéraires; les œuvres orales telle les allocutions, sermons, conférences, etc.; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres dramatiques, dramatico-musicales, les créations de

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Des limitations concernant les discours sont prévues à l'article 2bis.	<p>spectacles de marionnettes, les œuvres chorégraphiques et les pantomimes fixées sur un support matériel; les œuvres photographiques et celles produites par des procédés analogues à la photographie, les œuvres des beaux-arts telles les œuvres de peinture, de dessin, des arts graphiques, de sculpture, etc.; les œuvres architecturales; les œuvres des arts appliqués et du design; les ouvrages de cartographie, plans, croquis, dessins techniques, tableaux de prévision, les œuvres des arts plastiques et les autres œuvres à caractère identique ou similaire relatives à la géographie, la topographie, l'architecture, ou à caractère scientifique, pédagogique, technique ou artistique d'une autre nature (article 3). Le titre d'une œuvre protégée par un droit d'auteur et les parties qui la composent constituent en tant que tels des créations intellectuelles originales et bénéficient de la même protection que l'œuvre elle-même. Il n'est pas permis d'utiliser, pour intituler une œuvre protégée par un droit d'auteur, un titre déjà utilisé pour une œuvre du même type, si cela crée ou risque de créer une confusion quant à l'œuvre protégée (article 4). La modification d'une œuvre protégée par un droit d'auteur ou appartenant à la littérature ou l'art populaire qui est une création originale et intellectuelle constitue une œuvre indépendante bénéficiant de la protection du droit d'auteur. La modification d'une œuvre protégée par un droit d'auteur ne sera pas autorisée si elle porte préjudice en quelque manière que ce soit aux droits de l'auteur de l'œuvre originale (article 6). Les recueils d'œuvres protégées par un droit d'auteur, d'œuvres appartenant à la littérature ou à l'art populaire, les autres œuvres ou matériaux comme les encyclopédies, anthologies, sélections, bases de données, recueils de documents et autres collections qui, en raison du choix, de l'objet ou de l'organisation de leur contenu, sont des créations originales et intellectuelles, constituent des œuvres indépendantes bénéficiant de la protection du droit d'auteur. L'inclusion d'une œuvre originale dans un recueil ne doit pas porter atteinte aux droits de l'auteur sur cette œuvre. L'inclusion d'autres œuvres ou matériaux dans un recueil ne confère pas à ces œuvres ou matériaux le bénéfice de la protection du droit d'auteur (article 7).</p> <p>La communication publique aux fins de fournir des informations d'ordre général est libre pour les œuvres vues ou entendues au cours des comptes rendus d'actualité, les discours politiques prononcés en public, les discours prononcés en public devant des organismes étatiques, religieux ou autres, ainsi que les informations données dans les bulletins d'actualité et dans la presse (Chapitre II. Section 4 – Limites des droits patrimoniaux, article 2 – Libre usage).</p>
Sont protégées en vertu de l'article 3 les œuvres des auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union et les œuvres des auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union si elles sont publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un membre de l'Union.	Conformément au chapitre VIII (Champ d'application de la loi), le bénéfice de la protection est accordé aux auteurs et aux détenteurs de droits connexes ressortissant à la République de Macédoine ou y ayant leur domicile. Conformément au principe du traitement national, les personnes physiques et morales étrangères jouissent de la protection du droit d'auteur et des droits connexes au même titre que les nationaux, si cela est prévu par un traité international, par la loi susmentionnée, ou s'il existe une réciprocité en pratique. Quelles que soient par ailleurs les dispositions de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, les étrangers bénéficient en toutes circonstances de la protection de leurs droits moraux et, pour ce qui est de la redevance provenant du droit de suite, seulement lorsqu'il existe une

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>réciprocité en pratique. L'existence de la réciprocité doit être établie par celui qui l'invoque à l'appui de ses prétentions (article 171).</p> <p>La protection sera accordée aux auteurs étrangers domiciliés en République de Macédoine; aux œuvres publiées pour la première fois en République de Macédoine ou rendues publiques pour la première fois en République de Macédoine dans les 30 jours après qu'elles ont été rendues publiques dans un autre pays. Lorsque l'œuvre a plusieurs auteurs, la protection sera accordée à chacun d'eux si l'un d'entre eux au moins remplit l'une des conditions susmentionnées - article 171, alinéa 1, points 1 et 2, et alinéa 2.</p> <p>Les auteurs et les détenteurs de droits connexes qui n'ont pas la nationalité ou dont la nationalité ne peut être établie – apatrides – jouissent de la protection conférée par la loi au même titre que les nationaux s'ils sont domiciliés en République de Macédoine. Si cette condition n'est pas remplie, ils bénéficient de la protection accordée par le pays où ils ont leur domicile ou leur résidence légale. Les auteurs et détenteurs de droits connexes étrangers ayant le statut de réfugiés au titre d'accords internationaux ou de la législation nationale jouissent des mêmes droits que les apatrides (article 178).</p>
<p>L'article 4 dispose que doivent être protégées, même si les conditions prévues à l'article 3 ne sont pas remplies, les œuvres cinématographiques dont le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans l'un des membres de l'Union, ainsi que les œuvres d'architecture ou les œuvres d'art faisant corps avec un immeuble situé dans un membre de l'Union.</p>	<p>La protection susvisée est offerte aux auteurs étrangers d'œuvres audiovisuelles dont le producteur a son siège ou son domicile en République de Macédoine; et aux auteurs des œuvres d'architecture ou des beaux-arts, tel un immeuble ou une partie intégrante d'un tel immeuble situé sur le territoire de la République de Macédoine. Lorsque l'œuvre protégée est la création de plusieurs auteurs, chacun d'eux bénéficie de la protection offerte si l'un d'entre eux au moins remplit l'une des conditions susmentionnées (article 172, alinéa 1, points 3 et 4, et alinéa 2).</p> <p>Les dispositions de l'article 171 sont générales et renvoient à l'ensemble des situations où la loi offre la protection (Chapitre VIII – Champ d'application de la loi, articles 171 à 178).</p>
<p>L'article 5 dispose que les auteurs doivent jouir des droits conférés par la Convention de Berne et de tous autres droits accordés par un pays sur la base du traitement national, sans être soumis à aucune formalité.</p>	<p>La loi sur le droit d'auteur et les droits connexes détermine l'ensemble des droits moraux, patrimoniaux et des autres droits conférés aux auteurs par la Convention de Berne, ce que permettent de constater les réponses fournies aux questions précédentes du présent memorandum et à celles qui suivent.</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>Les dispositions concernant la cession des droits sous la forme écrite peuvent être considérées comme une formalité légale et relative au droit d'auteur. L'auteur a la faculté de céder contractuellement ou sous une autre forme légale certains droits patrimoniaux et autres, sauf disposition contraire de la loi. La cession doit être réalisée par écrit, sauf disposition légale contraire. A défaut, le contrat de cession sera dépourvu d'effet juridique. Les dispositions litigieuses ou ambiguës du contrat de cession seront interprétées dans un sens favorable à l'auteur (article 57). Les dispositions de l'article 57 relatives aux contrats rédigés par écrit ne s'appliquent pas aux contrats conclus aux fins de communiquer des articles, dessins ou textes dans des magazines, des revues ou autres imprimés de la presse quotidienne ou périodique (article 58). Dans ce cas, bien qu'un contrat écrit ne soit pas obligatoire, le droit à la rémunération du droit d'auteur est appliqué. Il appartient aux personnes morales qui publient la presse quotidienne et périodique de régler les questions des modalités et du montant de la rémunération du droit d'auteur au moyen d'accords et de conventions collectives.</p> <p>S'agissant des contrats de cession des droits conclus par écrit en langue étrangère entre personnes morales ou physiques nationales et étrangères, une traduction certifiée en macédonien sera demandée, aux fins de faciliter la mise en œuvre et la protection des droits devant les tribunaux et les organes administratifs.</p>
<p>Aux termes de l'article 7, la durée de la protection du droit d'auteur est de 50 ans après la mort de l'auteur.</p> <p>Des dispositions spéciales sont prévues pour les œuvres cinématographiques, les œuvres anonymes ou pseudonymes, les œuvres photographiques et les œuvres des arts appliqués.</p>	<p>Le droit d'auteur est protégé jusqu'à expiration de la durée prévue par la loi susvisée. À titre exceptionnel, certains droits moraux sont protégés après l'extinction de la durée de protection (article 43).</p> <p>Le droit d'auteur est protégé du vivant de l'auteur et 50 ans après sa mort, sauf disposition contraire (article 44). Si l'œuvre a été créée par plusieurs auteurs (coauteurs), le délai visé à l'article 44 sera calculé à compter de la mort du dernier collaborateur survivant (article 45).</p> <p>Le droit d'auteur sur les œuvres anonymes et pseudonymes est protégé pendant un délai de 70 ans après que l'œuvre a été licitement rendue publique. Si le pseudonyme ne laisse pas de doute sur l'identité de l'auteur, ou que l'auteur révèle son identité pendant la période susvisée, le délai de protection prévu à l'article 44 s'appliquera (article 46).</p> <p>Le droit sur les œuvres audiovisuelles et les œuvres collectives est protégé pendant un délai de 70 ans après que l'œuvre a été licitement rendue publique (article 47).</p> <p>Lorsque la loi ne fait pas courir le délai à compter de la mort de l'auteur ou des auteurs et que l'œuvre n'a pas été licitement rendue publique dans un délai de 70 ans à compter de sa création, le droit est protégé pendant 70 ans après la création (article 48). Lorsque la loi fait courir le délai à compter du moment où l'œuvre a été licitement rendue publique et que l'œuvre est communiquée dans des recueils, parties, fascicules, etc., le droit est calculé séparément pour chacun des éléments qui la composent (article 49).</p> <p>La durée de protection du droit d'auteur prévue commence à courir à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'événement, ce qui constitue la base de computation des délais (article 51).</p> <p>Le droit moral de retrait prévu à l'article 17 produit ses effets du vivant de l'auteur. Les droits moraux prévus à l'article 16 (mention</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>de l'auteur, préservation de l'intégrité de l'œuvre et droit de s'opposer à sa déformation) subsistent à l'expiration de la durée de protection du droit d'auteur prévue (article 52). S'agissant de la protection des droits moraux visés à l'article 16, outre les héritiers, les associations appropriées d'auteurs et l'Académie macédonienne des sciences et des arts auront qualité pour agir.</p> <p>À l'expiration de la durée prévue pour sa protection, le droit d'auteur pourra être utilisé librement (article 53).</p>
L'article 8 confère aux auteurs d'œuvres protégées le droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.	<p>Conformément à l'article 2, alinéa 13, le terme modification s'entend de la traduction, du remaniement, de l'adaptation, de l'arrangement ou d'une transformation quelle qu'elle soit de l'œuvre originale protégée par un droit d'auteur.</p> <p>Au chapitre II (Droit d'auteur, section 3 – Contenu du droit d'auteur, sous-section 3 – Droits patrimoniaux), il est dit que les droits patrimoniaux protègent les intérêts de l'auteur. Une œuvre protégée par un droit d'auteur peut être utilisée si l'auteur a cédé ses droits patrimoniaux, conformément à la loi et aux conditions qu'il a fixées, sauf disposition légale contraire (article 18). L'auteur jouit du droit patrimonial exclusif d'utiliser son œuvre et d'en autoriser ou d'en interdire l'usage aux tiers, en particulier aux fins de reproduction, de distribution, de location, de représentation ou exécution, transmission, présentation, exposition publiques, de radiodiffusion, de retransmission et de modification. L'auteur de l'œuvre originale jouit du droit exclusif d'utiliser l'œuvre modifiée, sauf disposition légale ou contractuelle contraire (article 19).</p> <p>Les textes officiels du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire et leur traduction ne constituent pas, une fois publiés en tant que tels, des œuvres protégées par un droit d'auteur au sens de cette loi (article 5).</p>
L'article 9 confère à l'auteur le droit exclusif d'autoriser la reproduction de son œuvre, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, seules des exceptions limitées étant prévues, pourvu qu'il ne soit pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre et qu'il ne soit pas causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.	<p>À l'article 2, alinéa 3, le droit de reproduction est défini comme la fabrication d'un exemplaire fixé sur un support matériel d'une œuvre protégée par un droit d'auteur, quel que soit le type de support choisi, le nombre d'exemplaires réalisés et la méthode utilisée. L'exclusivité du droit de reproduction est prévue à l'article 19 (voir le point précédent du mémorandum) et vise l'ensemble des œuvres protégées par un droit d'auteur.</p> <p>S'agissant des limitations des droits patrimoniaux, une œuvre protégée par un droit d'auteur sans que le droit patrimonial approprié ait été cédé pourra être utilisée uniquement si elle est déjà rendue publique, moyennant une rémunération (autorisation légale) ou sans rémunération (libre usage). Ainsi, sauf interdiction expresse de l'auteur, l'usage d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est licite lorsqu'il s'agit de rendre publiques ou de reproduire des parties de cette œuvre, ou des œuvres appartenant au domaine de la photographie, des beaux-arts ou des arts appliqués, de l'architecture, du design ou de la cartographie, à des fins pédagogiques ou à des fins de publication, dans la presse quotidienne ou périodique, d'événements d'actualité posant des questions générales (article 29).</p> <p>S'agissant du droit de reproduction, le libre usage d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est prévu dans les cas suivants:</p> <p>La communication publique aux fins de fournir des informations d'ordre général est libre pour les œuvres vues ou entendues au cours des comptes rendus d'actualité, les discours politiques prononcés en</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>public, les discours prononcés en public devant des organismes étatiques, religieux ou autres, ainsi que les informations données dans les bulletins d'actualité et dans la presse (article 32).</p> <p>La reproduction d'une œuvre protégée par un droit d'auteur, si elle n'est pas faite à plus de trois exemplaires, est libre: pour l'usage privé d'une personne physique, à condition que les exemplaires ne soient pas mis à la disposition du public; pour l'usage interne des institutions publiques (archives, bibliothèques, archives de cinéma et organismes culturels, éducatifs, scientifiques et institutions similaires), sous réserve que les reproductions soient réalisées à partir de leur propre exemplaire. La reproduction susvisée ne s'appliquera pas à une œuvre littéraire pour l'intégralité du livre (sauf si l'édition a été faite au moins deux ans auparavant), à une œuvre cinématographique ou audiovisuelle ou un phonogramme, à l'édition graphique d'une œuvre musicale (à l'exception d'une transcription manuscrite), à une base de données, un programme d'ordinateur, ainsi qu'à une œuvre d'architecture, sauf disposition contraire prévue dans la loi (article 34).</p> <p>L'utilisation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est libre devant une cour d'arbitrage, un organe judiciaire, administratif ou étatique dans la mesure nécessaire à l'administration de la preuve (article 40).</p> <p>L'utilisation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est libre dans la mesure nécessaire à la vérification du fonctionnement, au moment de la fabrication ou de la vente, de phonogrammes ou de vidéogrammes, de l'équipement servant à leur reproduction ou leur communication publique, ainsi que des programmes utilisant cet équipement au cours du processus de fabrication ou de vente (article 41).</p>
Les articles 10 et 10bis définissent certains cas où la "libre utilisation" est permise.	<p>Lorsque le droit d'auteur est utilisé dans le cadre de l'autorisation légale ou du libre usage, la source et le nom de l'auteur doivent être indiqués s'ils figurent déjà sur l'œuvre utilisée.</p> <p>L'autorisation légale visée à l'article 29 a déjà été mentionnée ci-dessus.</p> <p>Autre type d'autorisation légale:</p> <p>La loi sur la radiodiffusion autorise les organismes à émettre les fixations d'une œuvre protégée par un droit d'auteur enregistrée par des moyens de reproduction mécanique ou des moyens similaires, à l'exception des œuvres audiovisuelles (article 30).</p> <p>Le libre usage visé à l'article 32 a déjà été mentionné ci-dessus.</p> <p>Une œuvre protégée par un droit d'auteur pourra être citée à des fins de précision, de discussion ou faire l'objet de référence, dans la mesure justifiée par l'objet et le but à atteindre (article 35).</p> <p>Autres types de libre usage:</p> <p>L'interprétation ou l'exécution en public d'une œuvre protégée par un droit d'auteur à des fins d'enseignement sera libre: pour l'enseignement dispensé sur le mode immédiat; pour les manifestations humanitaires et les représentations scolaires dont l'entrée est gratuite, si les participants ne sont pas rémunérés (article 33).</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>L'utilisation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est libre pendant la durée d'exploitation d'un objet, si son importance est secondaire par rapport au but assigné à cet objet (article 36).</p> <p>La modification d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est licite s'il s'agit: d'une modification privée ou individuelle non conçue pour le public et qui n'est pas mise à sa disposition; d'une transformation en parodie ou en caricature, si elle n'entraîne pas de confusion quant à la source de l'œuvre originale; d'une modification en vue d'un usage licite et que l'opposition de l'auteur à ladite modification est contraire à la raison et à la bonne foi (article 37).</p> <p>Les œuvres protégées par un droit d'auteur présentées dans les expositions publiques, les ventes, les enchères, les foires, etc. sont communiquées dans les catalogues publiés à cette fin par les organisateurs (article 38).</p> <p>L'utilisation des œuvres protégées par un droit d'auteur exposées de façon permanente dans les parcs, les rues, les jardins publics ou autres lieux publics est libre, sauf si elle est réalisée en trois dimensions, dans le même but que l'œuvre originale ou en vue d'en retirer un profit économique (article 39).</p> <p>L'utilisation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur est libre devant une cour d'arbitrage, un organe judiciaire, administratif ou étatique dans la mesure nécessaire à l'administration de la preuve (article 40).</p> <p>L'utilisation des œuvres de la littérature et des arts populaires est libre. La source et l'origine de l'œuvre devront être indiquées. Toute déformation ou usage indécent de l'œuvre est illicite. L'Institut des arts populaires "Marko Cepenkov" à Skopje est habilité à mettre en œuvre les droits susvisés (article 42).</p>
<p>Les articles 11, 11<i>bis</i> et 11<i>ter</i> confèrent aux auteurs d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales, y compris en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres, le droit exclusif d'autoriser la représentation et l'interprétation ou l'exécution publiques de leurs œuvres par tous moyens et procédés, y compris la transmission publique par tous moyens.</p>	<p>Concernant cette question, l'article 19, déjà cité, vise tout auteur d'une œuvre couverte par la protection mentionnée dans l'article 3.</p> <p>L'ensemble des définitions concernant les différents types de droits et de termes figure à l'article 2. Ainsi, on entend par:</p> <p>"Public" la communication d'une œuvre protégée par un droit d'auteur, aux mêmes conditions, à un nombre non spécifié de personnes étrangères au cercle habituel de sa famille ou de son entourage;</p> <p>"Communication au public" la mise à la disposition publique d'une œuvre protégée par un droit d'auteur, sous quelque mode ou forme que ce soit;</p> <p>"Reproduction" la fixation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur sur un support matériel ou dans un exemplaire, quel que soit le type de support, le nombre d'exemplaires et la méthode utilisée;</p> <p>"Distribution" la mise en circulation ou la mise à la disposition publique de l'original ou d'un exemplaire d'une œuvre protégée par un droit d'auteur au moyen de la vente ou d'une autre forme de transfert de propriété, y compris l'importation aux fins de la mise en circulation ultérieure;</p> <p>"Publication" la reproduction d'une œuvre protégée par un droit d'auteur en nombre d'exemplaires suffisant et la distribution de ces exemplaires;</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>"Location" l'offre d'utilisation de l'original d'une œuvre protégée par un droit d'auteur ou d'exemplaires de cette œuvre pour une période limitée, en vue d'en retirer un avantage économique direct ou indirect;</p> <p>"Interprétation ou exécution publique" la communication au public, en direct ou par l'intermédiaire de moyens techniques, d'une œuvre littéraire ou musicale, y compris une œuvre scénique;</p> <p>"Transmission publique" la communication publique d'une interprétation, d'une exécution ou d'une autre utilisation du droit d'auteur hors du lieu où se déroule cette interprétation, exécution, ou autre utilisation, quels que soient le moyen, le mode ou la méthode de transmission utilisée (haut-parleur, écran, etc.);</p> <p>"Présentation publique" la communication publique, par des moyens techniques, d'œuvres cinématographiques ou autres œuvres audiovisuelles, d'œuvres photographiques, d'œuvres des beaux-arts, d'architecture, d'urbanisme, des arts appliqués, de design, d'ouvrages de cartographie ou d'œuvres à caractère scientifique ou technique;</p> <p>"Exposition publique" la communication publique de l'original ou d'un exemplaire d'une œuvre des beaux-arts, d'une photographie ou d'une œuvre produite par un procédé analogue à la photographie, d'une œuvre des arts appliqués, du design, ou encore d'une œuvre à caractère scientifique ou technique;</p> <p>"Radiodiffusion" la transmission sans fil d'une œuvre protégée par un droit d'auteur au moyen de signaux de programmes de radio ou de télévision, y compris par satellite, sous forme cryptée ou non, ou par fil, y compris par câble ou système d'ondes hertziennes. La radiodiffusion s'entend également de la transmission par signaux des émissions de télévision à la demande;</p> <p>"Retransmission" l'émission simultanée, intégrale et inchangée d'une œuvre déjà diffusée sur plus d'une centaine de connections câblées, si elle est réalisée par d'autres organismes de radiodiffusion ou de télévision ou transmise par câble ou système d'ondes hertziennes, ou si l'œuvre est initialement transmise depuis un autre pays (retransmission par câble);</p> <p>"Modification" la traduction, le remaniement, l'adaptation, l'arrangement ou toute autre méthode de transformation d'une œuvre originale protégée par un droit d'auteur.</p> <p>Les dispositions énoncées à l'article 11bis, alinéa 2 de la Convention ont été mises en œuvre au chapitre VI (Gestion des droits, Section 2 – Gestion collective).</p> <p>La gestion collective du droit d'auteur ne concerne que les œuvres déjà rendues publiques qui bénéficient de la protection du droit d'auteur. Elle comprend la cession des droits non exclusifs d'utiliser l'œuvre protégée par un droit d'auteur; la collecte et la distribution des sommes dues à l'auteur en rémunération de l'utilisation de son œuvre; et la mise en œuvre de la protection du droit devant les tribunaux et les autres organes (article 138).</p> <p>Les droits suivants sont gérés collectivement: communication publique des œuvres musicales et littéraires non scéniques (droits mineurs); droits de suite; retransmission par câble de l'œuvre protégée, à l'exception de la transmission réalisée par l'organisme de</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>diffusion lui-même, que les droits visés appartiennent au détenteur ou lui aient été cédés (article 139).</p> <p>Les droits suivants peuvent également être gérés collectivement: reproduction d'œuvres musicales ou littéraires sur des phonogrammes et dans des vidéogrammes (droits mécaniques); location de phonogrammes et de vidéogrammes; communication publique ou reproduction, à des fins d'enseignement, de parties d'œuvres ou d'œuvres photographiques, d'œuvres des beaux-arts et des arts appliqués, d'architecture, du design ou d'ouvrages de cartographie protégés par un droit d'auteur; reproduction, présentation publique ou autre communication publique d'œuvres dans des annonces publicitaires qui ne durent pas plus de 60 secondes. D'autres formes d'utilisation des œuvres protégées par un droit d'auteur peuvent également faire l'objet d'une gestion collective si c'est dans l'intérêt de l'auteur (article 140, alinéa premier, points 1, 2, 3, 5, et alinéa 2).</p> <p>Pour les autres dispositions concernant la gestion collective, voir les dispositions prévues aux articles 141 à 155.</p>
L'article 12 confère aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques le droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs œuvres.	Déjà mentionné à propos des articles 2, 6, 19, et 37.
L'article 13 donne aux pays la faculté d'établir des réserves et conditions relatives au droit exclusif de l'auteur d'une œuvre musicale et de l'auteur des paroles enregistrées avec l'œuvre musicale.	Déjà mentionné à propos de l'article 139, point 1.
L'article 14 confère aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques le droit exclusif d'autoriser l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces œuvres et la mise en circulation des œuvres ainsi adaptées ou reproduites ainsi que leurs représentation et exécution publiques et leur transmission au public, sans les limitations prévues à l'article 13 1).	<p>Le droit afférent à une adaptation audiovisuelle est un droit exclusif de transformer l'œuvre originale en une œuvre audiovisuelle ou de l'inclure dans une telle œuvre. L'auteur d'une œuvre originale qui conclut un contrat d'adaptation audiovisuelle est réputé céder au producteur du film, exclusivement et sans restriction: le droit de modifier l'œuvre originale et de l'inclure dans une œuvre audiovisuelle, ses droits patrimoniaux et ses autres droits sur l'œuvre audiovisuelle, le droit de la traduire, d'en faire des adaptations audiovisuelles, ainsi que des photographies, sauf stipulation contractuelle contraire. En dérogation à la disposition qui précède, l'auteur de l'œuvre originale conserve: le droit exclusif de transformer ultérieurement l'œuvre audiovisuelle en une autre forme artistique; le droit exclusif d'en faire une nouvelle adaptation audiovisuelle après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la conclusion du contrat susvisé; et le droit d'obtenir du producteur du film une rémunération appropriée pour toute location de vidéogrammes de l'œuvre audiovisuelle. L'auteur de l'œuvre originale ne peut renoncer aux droits visés à la disposition qui précède (article 91).</p>
L'article 14bis spécifie que l'œuvre cinématographique est protégée comme une œuvre originale, sans préjudice des droits de l'auteur de toute œuvre qui pourrait avoir été adaptée ou reproduite, et que l'auteur	<p>Le régime des œuvres audiovisuelles et des droits d'auteur afférents est le suivant:</p> <p>Une œuvre audiovisuelle, au sens de cette loi, est un film cinématographique, un film pour la télévision ou film vidéo, une autre œuvre audiovisuelle, ou une œuvre exprimée sous la forme d'une série de films, sonores ou non, quelle que soit la nature du</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
de l'œuvre cinématographique jouit des mêmes droits que l'auteur de toute autre œuvre.	<p>support qui les contient (article 87).</p> <p>Au sens de cette loi, sont réputés auteurs de l'œuvre audiovisuelle: l'auteur du scénario, le metteur en scène principal et le directeur de la photographie et, pour les films d'animation, l'animateur en chef. Lorsque la musique constitue un élément essentiel de l'œuvre, le compositeur est également réputé auteur (article 88).</p> <p>L'animateur et le compositeur, lorsqu'ils ne sont pas réputés auteurs au titre de l'article 88, ainsi que le décorateur, le créateur des costumes, les monteurs et le chef du maquillage, bénéficient de la protection du droit d'auteur uniquement pour leur contribution personnelle à l'œuvre audiovisuelle (ci-après "auteurs de contributions") (article 89).</p> <p>Un producteur de cinéma, au sens de cette loi, est la personne morale ou physique qui, en son nom propre, à ses frais ou aux frais d'un tiers, dirige et organise la production d'une œuvre audiovisuelle et est responsable de son exécution (article 90). L'auteur qui signe un contrat de production cinématographique est réputé céder au producteur, exclusivement et sans restriction, l'ensemble de ses droits patrimoniaux et de ses autres droits sur l'œuvre audiovisuelle, ses droits de traduction, d'adaptation audiovisuelle et ceux afférents aux photographies faites à propos de l'œuvre, sauf stipulation contractuelle contraire. L'auteur d'une contribution qui signe un contrat de production cinématographique est réputé céder au producteur, exclusivement et sans restrictions, le droit d'utiliser sa contribution en vue de la réalisation de l'œuvre audiovisuelle.</p> <p>En dérogation à la disposition qui précède:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'auteur conserve le droit exclusif de transformer une œuvre audiovisuelle en une autre forme artistique; - l'auteur d'une contribution conserve le droit d'utiliser séparément sa contribution à l'œuvre audiovisuelle, à moins que cela ne porte atteinte aux droits du producteur; - l'auteur conserve son droit de recevoir du producteur une rémunération équitable pour toute location de vidéogrammes contenant l'œuvre audiovisuelle. Les auteurs et les auteurs de contributions ne peuvent renoncer aux droits énoncés dans la présente disposition (article 92). <p>L'auteur d'une œuvre audiovisuelle jouit du droit de percevoir une rémunération distincte pour chacun des droits patrimoniaux ou des autres droits d'auteur cédés. Le producteur d'un film est tenu de leur fournir, au moins une fois par an, un état des recettes établi séparément pour chacune des formes d'utilisation autorisée de l'œuvre (article 93).</p> <p>L'œuvre audiovisuelle est réputée achevée quand, en vertu du contrat qui lie le réalisateur principal et le producteur du film, le premier exemplaire de l'œuvre qui fait l'objet du contrat est achevé. La destruction de l'original, au sens susvisé, n'est pas autorisée. Les déformations de l'exemplaire de l'œuvre audiovisuelle au sens susvisé, pourront être autorisées après approbation du réalisateur principal et du producteur. Si l'un des auteurs ou des auteurs de contributions ne termine pas la partie qu'il doit apporter à l'œuvre audiovisuelle ou s'il est dans l'incapacité de le faire en raison d'un cas de "force majeure", il n'a pas le droit de s'opposer à ce que ladite</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>partie soit utilisée en vue de son achèvement. L'auteur jouit sur cette partie du droit d'auteur approprié (article 94).</p> <p>Si le producteur d'une œuvre cinématographique ne termine pas l'œuvre audiovisuelle dans un délai de cinq ans à compter de la signature du contrat de production cinématographique, ou s'il ne distribue pas l'œuvre audiovisuelle terminée dans l'année qui suit son achèvement, les auteurs peuvent résilier le contrat, à moins qu'un autre délai n'ait été convenu. Dans le cas visé par cette disposition, les auteurs et les auteurs de contributions conservent le droit de percevoir une rémunération (article 95).</p>
L'article 14 ^{ter} confère un "droit de suite" pour la revente des œuvres d'art et manuscrits.	<p>Si l'original d'une œuvre des beaux-arts ou l'original (manuscrit) d'une œuvre littéraire ou musicale est vendu ou cédé d'une autre manière, son auteur a le droit d'en être avisé et de percevoir une rémunération correspondant à 3 pour cent du prix de détail sur chaque revente ultérieure (ci-après redevance du droit de suite). Le possesseur de l'œuvre est tenu aux obligations susvisées. Si le transfert de propriété est réalisé par l'entremise du propriétaire d'une galerie d'art, l'organisateur d'une vente aux enchères ou un autre agent, ces personnes sont responsables conjointement avec le possesseur de l'œuvre. L'avis susvisé indiquera tous renseignements détaillés concernant le titre de l'œuvre cédée, le possesseur et l'agent, le prix de la revente au détail, ainsi que le droit qu'a l'auteur d'examiner les documents contenant ces indications (article 21).</p> <p>La gestion collective des droits à percevoir des redevances est citée à l'article 139, point 2.</p>
L'article 15 dispose qu'il suffit que son nom soit indiqué sur l'œuvre en la manière usitée pour que l'auteur soit considéré comme tel aux fins de poursuites en contrefaçon.	<p>Quiconque dont le nom, le pseudonyme ou la dénomination est indiqué sur l'œuvre de la manière usuelle ou cité au moment où celle-ci est rendue publique en sera réputé auteur, jusqu'à preuve contraire. Si l'auteur est inconnu, la personne qui a rendu l'œuvre publique est habilitée à exercer le droit d'auteur. Cette disposition cesse d'être applicable quand l'identité de l'auteur est révélée. En ce cas, le détenteur du droit d'auteur susvisé doit céder à l'auteur les avantages découlant du droit d'auteur, sauf disposition contractuelle contraire (article 10).</p> <p>Le détenteur d'un droit d'auteur exclusif au titre de cette loi peut faire figurer, sur l'original et les exemplaires de son œuvre, le symbole © devant son nom, son pseudonyme ou sa dénomination, ainsi que l'année où cette œuvre a été rendue publique pour la première fois. Le détenteur d'un droit exclusif sur un phonogramme au titre de cette loi peut faire figurer, sur l'original et les exemplaires de son phonogramme publié ou sur leur emballage, le symbole P devant son nom, son pseudonyme ou sa dénomination, ainsi que l'année où le phonogramme a été rendu public pour la première fois (article 167).</p>
L'article 16 dispose que toute œuvre contrefaite peut être saisie, qu'elle ait été produite dans le pays même ou importée.	<p>En vertu de la loi susvisée, les auteurs et les détenteurs de droits d'auteur et de droits connexes, l'Inspection du Ministère de la culture et les autres organes habilités prennent les mesures propres à empêcher l'exercice abusif du droit d'auteur et des droits connexes.</p> <p>Toute personne aux droits de laquelle il a été porté atteinte peut en réclamer la protection et demander réparation, à moins que la loi n'en dispose autrement. Le détenteur du droit peut également invoquer cette protection lorsqu'il existe une menace sérieuse d'atteinte aux droits qui lui sont reconnus (article 156).</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>Lorsqu'il existe plusieurs détenteurs de droits au titre de cette loi, chacun d'entre eux peut demander la protection de l'intégralité de son droit. Si l'atteinte est le fait de plusieurs auteurs, chacun d'entre eux sera tenu responsable de son intégralité (article 157).</p> <p>Est réputé porter atteinte aux droits exclusifs visés par cette loi, quiconque fabrique, importe, détient à des fins commerciales, distribue, loue ou utilise d'une autre manière un dispositif quelconque: dont l'objet unique ou principal est de supprimer de façon illicite ou d'altérer du matériel technique ou un programme d'ordinateur servant à la protection juridique contre l'usage non autorisé; et qui permet ou facilite la diffusion sans autorisation des signaux porteurs de programmes cryptés des organismes de radiodiffusion (article 158).</p> <p>La procédure administrative (douanière) de saisie des marchandises portant atteinte à un droit est réglée à l'article 165. Ainsi, si les autorités douanières sont avisées par le détenteur du droit que l'importation de certains produits a porté atteinte au droit exclusif que lui reconnaît la loi, elles peuvent, à sa demande, décider les mesures douanières suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - autoriser le détenteur du droit ou son représentant à inspecter les marchandises; - saisir les marchandises, les retirer de la circulation et les entreposer en lieu sûr. Le détenteur du droit a l'obligation de communiquer dans sa demande une description détaillée des marchandises, les éléments de preuve nécessaires à établir sa qualité et la probabilité de l'atteinte. Si les autorités douanières le demandent, il versera une caution en garantie du dommage qui pourrait résulter des mesures adoptées. Les autorités douanières aviseront sur-le-champ l'importateur et le destinataire des marchandises des mesures qui les visent. Elles y mettront fin si le détenteur du droit n'a pas porté plainte et entamé une nouvelle procédure aux fins de faire appliquer les mesures dans un délai de dix jours. <p>Dans la procédure judiciaire de jugement, la saisie, en tant que mesure provisoire, est prévue à l'article 162. Ainsi, si le détenteur du droit fait savoir qu'il a été porté atteinte au droit exclusif que lui reconnaît cette loi, le juge peut, à sa demande, ordonner des mesures provisoires afin de garantir la créance conformément à la loi, en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - saisir, retirer de la circulation et retenir les exemplaires ou les copies, les instruments, le matériel et les documents en cause; - interdire les actes susceptibles de porter atteinte au droit ou leur continuation; - adopter d'autres mesures similaires. S'il existe des raisons valables de penser que la protection prévue ci-dessus ne pourra pas être offerte à temps, le tribunal a la faculté d'ordonner et d'appliquer ces mesures sans en aviser préalablement la partie adverse et sans l'entendre. <p>Les mesures provisoires font l'objet d'une procédure d'urgence. Les règles applicables sont celles qui régissent les procédures d'exécution.</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>La saisie opérée dans le cadre des formalités douanières ou ordonnée à titre de mesure provisoire est effectuée à la demande du détenteur du droit.</p> <p>Quand une personne autorisée (ci-après inspecteur), dans l'exercice de son activité de supervision, a des raisons valables de penser qu'un délit a été commis, elle ordonne la saisie provisoire des objets ayant servi ou conçus pour servir à sa commission, ou qui résultent de ce délit, et les remet à l'autorité compétente pour connaître du délit (article 170, alinéas 2 et 3).</p> <p>Les amendes infligées en cas de délit et la détermination des mesures de protection – saisie des spécimens - sont déterminées conformément à l'article 168. Encourt ainsi une peine d'amende d'un montant compris entre 34 000 et 300 000 denar toute personne morale qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - en l'absence de cession par l'auteur du droit patrimonial approprié lorsque la loi réclame cette cession, reproduit, distribue, loue, interprète ou exécute en public, transmet ou présente au public, expose publiquement, émet ou réémet dans une émission radiodiffusée, ou encore modifie l'œuvre ou des spécimens de l'œuvre, ou utilise de manière illégale l'œuvre protégée par un droit d'auteur (article 19); - sans en indiquer la source et l'origine, déforme et utilise de manière indécente des œuvres de la littérature populaire (article 42, alinéa 2); - utilise une œuvre protégée par un droit d'auteur, dont la durée de protection a expiré, mais sans mentionner le nom de l'auteur, son pseudonyme ou un autre signe indiquant son identité, ou porte atteinte à l'intégrité de l'œuvre en tant que tout, la déforme ou l'utilise d'une manière susceptible de porter préjudice à la personne, l'honneur ou la réputation de son auteur (article 52, concernant l'article 16, points 4 et 5); - ne tient pas à jour les comptes ou autre documentation lorsqu'une rémunération a été convenue ou fixée en fonction des recettes provenant de l'utilisation de l'œuvre, ou autorise le titulaire du droit d'auteur à inspecter la documentation mais ne la lui remet pas (article 70); - distribue ou possède à des fins commerciales une copie d'un programme d'ordinateur dont il est à craindre qu'il ne s'agisse d'une copie illicite (article 102); - en l'absence de cession des droits exclusifs appropriés du détenteur du droit connexe (artiste interprète ou exécutant, producteur), alors que la loi réclame cette cession, donne une interprétation ou une exécution publique, reproduit, distribue ou loue des enregistrements de cette interprétation ou exécution, de l'œuvre scénique, des phonogrammes, des vidéogrammes ou des publications (articles 108, 111, 118, 122, 125, 131, 132 et 133); - en l'absence de cession des droits exclusifs appropriés de l'organisme de radiodiffusion alors que la loi réclame cette cession, enregistre, reproduit, distribue des enregistrements de l'émission ou utilise de toute autre manière ces enregistrements (article 129);

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<ul style="list-style-type: none"> - refuse la gestion collective du droit d'auteur ou des droits connexes, alors que le titulaire du droit d'auteur ou des droits connexes la demande (article 150); - ne fournit pas les renseignements relatifs à la gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes demandés par le titulaire des droits ou ne conclut pas de contrat de cession des droits non exclusifs (article 151, alinéas 1 et 2); - produit, importe, possède à des fins commerciales, distribue, loue ou utilise d'une autre manière un moyen quelconque ayant pour unique objet de supprimer illégalement ou d'altérer du matériel technique ou un programme d'ordinateur servant à la protection juridique contre l'usage non autorisé (article 158, point 1); - produit, importe, possède à des fins commerciales, distribue, loue ou utilise d'une autre manière un moyen quelconque qui permet ou facilite, sans autorisation, la diffusion de signaux porteurs des programmes coordonnés de radio ou de télévision (article 158, point 2). <p>Encourt une peine d'amende d'un montant compris entre 34 000 et 300 000 denar toute personne autorisée, personne morale ou physique exerçant une activité indépendante, qui commet un délit visé ci-dessus.</p> <p>Encourt une peine d'amende d'un montant compris entre 1 000 et 50 000 denar toute personne physique qui commet un délit visé ci-dessus.</p> <p>En cas de délit susvisé, la personne morale, c'est-à-dire le sujet de droit qui exerce l'activité indépendante fera l'objet d'une mesure provisoire lui interdisant l'exercice de l'activité pour une durée de trois mois à un an, et l'autorisation concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes accordée à l'association appropriée sera révoquée. De la même façon, sera ordonnée une mesure provisoire de retrait des exemplaires de l'œuvre protégée par un droit d'auteur visés au point 1, des copies du programme d'ordinateur visées au point 5, des enregistrements des interprétations ou exécutions ou de l'œuvre scénique, des phonogrammes et des vidéogrammes visés au point 6, de l'enregistrement des émissions visé au point 7, ainsi que des moyens visés aux points 10 et 11 susvisés.</p> <p>En cas de délit susvisé, une personne physique encourt la mesure de protection ordonnant le retrait des œuvres prévue à l'alinéa précédent.</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 18 dispose que la protection du droit d'auteur s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention de Berne, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.	<p>La loi sur le droit d'auteur et les droits connexes est applicable à toute œuvre protégée par un droit d'auteur et à toute interprétation ou exécution donnée par des artistes interprètes ou exécutants qui, au moment de l'entrée en vigueur, jouissaient de la protection offerte par la précédente loi sur le droit d'auteur (Journal officiel de l'ex-RSFY, n° 19/1978, 34/1978, 24/1986, 75/1989 et 21/1990). Elle s'applique également aux objets protégés par des droits connexes si, à la date de l'entrée en vigueur, moins de 20 ans se sont écoulés depuis leur première publication, radiodiffusion ou fixation légale.</p> <p>Les délais de protection s'appliquent également aux étrangers détenteurs de droits connexes qui bénéficient de la protection offerte et ils expirent à la date à laquelle expire la protection dans le pays auquel l'étranger ressortit ou a son siège, sans pouvoir excéder les durées qu'elle prévoit (article 184).</p>
L'article 19 donne aux membres de l'Union la faculté de prévoir une protection plus large que celle qui découle de la Convention.	Certaines dispositions permettent d'accorder une protection plus large que celle qui découle de la Convention de Berne, notamment en ce qui concerne la durée de protection des droits patrimoniaux et moraux, la désignation du droit d'auteur, la conservation de l'œuvre dans son intégralité, sa protection contre la désintégration.
L'article 20 donne aux membres de l'Union la faculté de prendre entre eux des arrangements particuliers qui confèreraient des droits plus étendus que ceux qui sont accordés par la Convention de Berne.	Par ailleurs, la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes instaure la protection de tous les types d'utilisation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur, y compris les services interactifs dans ces différents cadres, ce qui est, en plus favorable, conforme au traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT), ainsi qu'au traité de l'OMPI sur les interprétations ou exécutions et les phonogrammes (WPPT), mais n'a pas encore d'effet légal. La ratification de ces accords, qui n'est pas encore intervenue, est prévue prochainement.
Les programmes d'ordinateur, qu'ils soient exprimés en code source ou en code objet, seront protégés en tant qu'œuvres littéraires en vertu de la Convention de Berne. Les compilations de données, sur support exploitable par machine ou sous toute autre forme, qui constituent des créations intellectuelles seront protégées comme telles. Article 10 de l'Accord sur les ADPIC.	<p>La protection par le droit d'auteur des programmes d'ordinateur et des bases de données est prévue à l'article 3.</p> <p>Le chapitre IV (Dispositions particulières concernant les œuvres protégées par un droit d'auteur, Section 2 – Programmes d'ordinateur) règle en détail les questions relatives aux programmes d'ordinateur conformément aux directives de l'Union européenne (articles 97 à 103).</p>
Octroi de droits de location en ce qui concerne au moins les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, certaines exceptions étant prévues. Article 11.	Le droit de location est prévu à l'article 19.

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
La durée de la protection doit être de 50 ans à compter de la mort de l'auteur (article 7.1 de la Convention de Berne et article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC). Chaque fois que la durée de la protection d'une œuvre est calculée sur une base autre que la vie de l'auteur, cette durée sera de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de la publication autorisée, ou, si une telle publication autorisée n'a pas lieu dans les 50 ans à compter de la réalisation de l'œuvre, de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de la réalisation. Article 12.	La durée de la protection du droit d'auteur, déjà mentionnée dans le présent mémorandum (articles 43 à 54), excède celle qui découle de l'Accord sur les ADPIC.
Les Membres doivent restreindre les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Article 13.	Les limitations des droits patrimoniaux ont déjà été évoquées dans le présent mémorandum (articles 28 à 42).
Protection de 50 ans à compter de l'interprétation ou l'exécution pour les artistes interprètes ou exécutants, afin d'empêcher la fixation non autorisée de leur exécution non fixée, la reproduction non autorisée de cette fixation, ainsi que la radiodiffusion non autorisée par le moyen des ondes radioélectriques et la communication non autorisée au public de leur exécution directe. Article 14:1 et 14:5.	<p>La République de Macédoine est partie à la Convention de Rome. Les droits des artistes interprètes ou exécutants sont définis comme suit:</p> <p>Les artistes interprètes ou exécutants sont les acteurs, monteurs de marionnettes, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui jouent, chantent, dansent, déclament, récitent, ou interprètent ou exécutent de toute autre manière l'œuvre d'un auteur ou une œuvre populaire. Les metteurs en scène de théâtre, chefs d'orchestre, chefs de chœur, éditeurs de musique, artistes de variété et de cirque sont considérés comme des artistes interprètes ou exécutants (article 107).</p> <p>Les artistes interprètes ou exécutants qui appartiennent à une troupe ou un groupe, tels les membres d'un orchestre, d'un chœur, d'une troupe de danse ou de théâtre ou d'un autre type de groupe doivent habilitier l'un de leurs membres à les représenter aux fins de décerner les autorisations nécessaires à l'interprétation ou à l'exécution.</p> <p>L'habilitation est donnée par écrit et ne prend effet que si elle réunit la majorité des artistes interprètes ou exécutants de la troupe ou du groupe. Cette disposition ne vise pas les metteurs en scène de théâtre, les chefs d'orchestre et les solistes (article 108).</p> <p>Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit moral exclusif de voir figurer leur nom, pseudonyme ou autre dénomination, de la manière usuelle, comme suit, sur l'annonce de leur interprétation ou exécution, ainsi que sur toute fixation de cette interprétation ou de cette exécution et sur tout conditionnement de la fixation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour une interprétation ou une exécution en soliste, le nom de l'artiste interprète ou exécutant; - pour une interprétation ou une exécution donnée par une troupe ou un groupe, le nom de cette troupe ou de ce groupe, celui du directeur artistique et celui du soliste (article 109).

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit moral exclusif de s'opposer à toute déformation, mutilation ou transformation de leur interprétation ou exécution, et à toute utilisation de celle-ci qui serait susceptible de nuire à sa personne, son honneur ou sa réputation (article 110).</p> <p>Les artistes interprètes ou exécutants jouissent des droits patrimoniaux exclusifs d'utiliser, d'autoriser ou d'interdire l'utilisation appropriée de leur interprétation ou exécution, en particulier pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la radiodiffusion de l'interprétation ou l'exécution, sauf si celle-ci est elle-même radiodiffusée ou si l'émission est réalisée à partir d'une fixation; - la transmission en direct par haut-parleur, écran ou dispositif similaire, hors du lieu de l'interprétation ou l'exécution; - la fixation de l'interprétation ou de l'exécution en direct; - la reproduction de la fixation de l'interprétation ou l'exécution sur des phonogrammes et des vidéogrammes; - la reproduction d'une autre manière ou sous une autre forme d'une interprétation ou exécution fixée sur des phonogrammes ou des vidéogrammes; - la distribution de phonogrammes ou de vidéogrammes contenant l'interprétation ou l'exécution; - la location de phonogrammes ou de vidéogrammes contenant l'interprétation ou l'exécution. <p>Lorsque l'interprétation ou l'exécution est réalisée par un producteur de spectacles, les droits des artistes interprètes ou exécutants sont dus à ce dernier, sauf disposition contractuelle contraire (article 111).</p> <p>L'artiste interprète ou exécutant a droit à une part de la rémunération perçue par le producteur de phonogrammes pour la communication publique d'un phonogramme contenant son interprétation ou son exécution (article 112).</p> <p>Lorsqu'il signe un contrat de production de phonogrammes ou de vidéogrammes, l'artiste interprète ou exécutant est réputé céder au producteur des phonogrammes ou du film le droit de fixer, reproduire, distribuer et louer son interprétation ou son exécution, sauf stipulation contractuelle contraire. Quel que soit le contrat, il a le droit de recevoir du producteur une rémunération appropriée pour chaque location. Il ne peut renoncer à son droit (article 113).</p> <p>Si l'un des artistes interprètes ou exécutants n'achève pas sa contribution à l'œuvre audiovisuelle ou est dans l'incapacité de le faire en raison d'un cas de "force majeure", il ne peut s'opposer à ce que la partie à laquelle il a contribué soit utilisée aux fins d'achever l'œuvre. Il jouira sur cette partie des droits appropriés prévus (article 114).</p> <p>Les droits de l'artiste interprète ou exécutant sont protégés pendant un délai de 50 ans à compter de l'interprétation ou l'exécution. Si la fixation de l'interprétation ou exécution est rendue publique de façon licite au cours de cette période, la protection durera 50 ans à compter de la première communication publique (article 116).</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	Pour les dispositions concernant le traitement national, voir les articles 173, 176 et 177.
<p>Les producteurs de phonogrammes jouissent, pendant 50 ans à compter de la date de la première fixation autorisée, du droit d'interdire la reproduction non autorisée, directe ou indirecte, de leurs phonogrammes, ainsi que d'interdire la location commerciale d'exemplaires de leurs phonogrammes une fois vendus ou autrement communiqués au public. Article 14:2, 14:4 et 14:5.</p>	<p>Les droits des producteurs de phonogrammes sont réglés comme suit:</p> <p>Un producteur de phonogrammes, au sens de cette loi, est la personne physique ou morale qui prend l'initiative et assume la responsabilité de la première fixation des sons provenant d'une interprétation ou exécution ou d'autres sons (article 117).</p> <p>Le producteur de phonogrammes jouit des droits patrimoniaux exclusifs d'utiliser ses phonogrammes, ainsi que d'en autoriser ou d'en interdire l'usage à des fins de reproduction, modification, distribution ou location (article 118).</p> <p>Lorsqu'un phonogramme publié à des fins commerciales ou sa reproduction est utilisé directement pour la radiodiffusion ou pour tout autre type de communication publique, l'utilisateur est tenu de verser au producteur du phonogramme une rémunération unique appropriée pour chaque utilisation.</p> <p>Le producteur du phonogramme est tenu de reverser la moitié de cette rémunération à l'artiste interprète ou exécutant, sauf disposition contractuelle contraire (article 119).</p> <p>Les droits d'un producteur de phonogrammes sont protégés pendant une durée de 50 ans à compter de la date de la fixation. Si le phonogramme a été rendu public de façon licite pendant cette période, ils sont protégés pendant un délai de 50 ans à compter de la première communication publique (article 120).</p> <p>En ce qui concerne le traitement national, voir les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 174.</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
<p>Les organismes de radiodiffusion jouissent pendant 20 ans des droits exclusifs à l'égard des actes ci-après: la fixation, la reproduction de fixations et la réémission par le moyen des ondes radioélectriques d'émissions ainsi que la communication au public de leurs émissions de télévision. Ou possibilité pour les titulaires du droit d'auteur sur le contenu d'émissions la possibilité d'exercer ces droits. Article 14:3 et 14:5.</p>	<p>Les droits des organismes de radiodiffusion sont réglés comme suit:</p> <p>Un organisme de radiodiffusion (RTV) jouit des droits patrimoniaux exclusifs d'utiliser ses émissions, d'en autoriser ou d'en interdire l'usage, aux fins de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - retransmission, y compris la rediffusion ou la transmission par satellite; - communication dans des lieux publics moyennant un droit d'entrée; - distribution par câble (simultanée ou rediffusée); - transmission sur demande à des abonnés individuels et mise à disposition du public des fixations d'émissions intégrées dans des bases de données informatiques en ligne; - fixation; - reproduction de fixations; - distribution de fixations; - photographie, reproduction et distribution de photographies de fixations; - distribution de signaux de programmes communiqués par satellite à d'autres organismes de radiodiffusion, de diffusion par câble et autres distributeurs; - importation et distribution de fixations radiodiffusées ou leur reproduction dans un pays qui ne prévoit pas la protection des droits des organismes de radiodiffusion (article 129). <p>Les droits des organismes de radiodiffusion sont protégés pendant une durée de 50 ans à compter de la date de la première radiodiffusion (article 130).</p> <p>Pour ce qui est du traitement national, voir les dispositions prévues aux articles 175 et 177. Les dispositions prévues à l'article 176 s'appliquent à tous les détenteurs de droits connexes.</p>
Marques de fabrique ou de commerce	
Moyens de faire respecter les droits	<p>Dispositions correspondantes.</p> <p>Outre les lois citées dans le document de l'Office de protection de la propriété industrielle, il convient de mentionner la loi sur les délits.</p>
Obligations générales	
<p>Les Membres doivent prévoir des mesures efficaces contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle sans créer d'obstacles au commerce légitime et en offrant des sauvegardes contre l'usage abusif de ces mesures. Article 41:1.</p>	<p>En vertu de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes et des autres règles juridiques, les auteurs et autres détenteurs de droit d'auteur et de droits connexes, l'Inspection du Ministère de la Culture, ainsi que les autres organes étatiques autorisés (administratifs et judiciaires) sont habilités à ordonner et/ou engager des mesures propres à prévenir l'exercice abusif du droit d'auteur et des droits connexes.</p> <p>Toute personne aux droits de laquelle il a été porté atteinte peut réclamer la protection desdits droits et demander réparation, à moins que la loi n'en dispose autrement. Le détenteur du droit peut</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	<p>également invoquer cette protection lorsqu'il existe une menace sérieuse d'atteinte aux droits qui lui sont reconnus (article 156).</p> <p>Lorsqu'il existe plusieurs détenteurs de droits au titre de cette loi, chacun d'entre eux peut demander la protection de l'intégralité de son droit. Si l'atteinte est le fait de plusieurs auteurs, chacun d'entre eux sera tenu responsable de son intégralité (article 157).</p> <p>Est réputé porter atteinte aux droits exclusifs visés par cette loi, quiconque fabrique, importe, détient à des fins commerciales, distribue, loue ou utilise d'une autre manière un dispositif quelconque: dont l'objet unique ou principal est de supprimer de façon illicite ou d'altérer du matériel technique ou un programme d'ordinateur servant à la protection juridique contre l'usage non autorisé; et qui permet ou facilite la diffusion, sans autorisation, des signaux porteurs de programmes cryptés des organismes de radiodiffusion (article 158).</p> <p>Les auteurs et autres détenteurs de droits d'auteur et de droits connexes, de manière indépendante ou par l'entremise d'un représentant qui peut être également un organisme collectif, ont la faculté d'engager une instance judiciaire (procédure de jugement – à leur seule initiative; poursuites criminelles ou correctionnelles, qui peuvent être engagées également par l'Inspection du Ministère de la culture). Les entités susmentionnées peuvent saisir le procureur d'une plainte aux fins de l'ouverture d'une action pénale, à la condition qu'il y ait des preuves de l'infraction commise, auquel cas le Ministère public met officiellement l'action publique en mouvement, conformément à l'article 157 du Code pénal (Journal officiel de la République de Macédoine n° 37/96). Parallèlement, des mesures de protection pourront être demandées.</p> <p>La loi sur le droit d'auteur et les droits connexes prévoit également l'atteinte au droit d'auteur et aux droits connexes, qu'elle punit de sanctions.</p> <p>L'Inspection du Ministère de la culture procède à des supervisions et des contrôles réguliers et extraordinaires et examine chaque dossier séparément. Si elle constate qu'il a été porté atteinte à un droit d'auteur ou des droits connexes, elle prend les mesures prescrites et engage des poursuites correctionnelles. Parallèlement, des mesures de protection sont ordonnées.</p> <p>Quand une personne habilitée (ci-après "inspecteur"), dans l'exercice de ses activités de supervision, a des raisons valables de penser qu'un délit a été commis, elle ordonne la saisie provisoire des objets ayant servi ou conçus pour servir à sa commission, ou résultant de ce délit. L'inspecteur remet les objets provisoirement saisis à l'autorité compétente pour connaître des délits et demande en même temps l'ouverture de poursuites correctionnelles (article 170, alinéas 2 et 3).</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
L'article 41:2 dispose que les procédures destinées à faire respecter les droits doivent être loyales et équitables, ne pas être inutilement complexes ou coûteuses, ne pas comporter de délais déraisonnables ni entraîner de retards injustifiés	<p>La loi de procédure criminelle prévoit les principes de base suivants: la personne mise en examen est présumée innocente jusqu'à ce que le contraire ait été prouvé sur la base de faits que le tribunal apprécie en fonction de la présomption d'innocence en sa faveur (article 2); elle doit être avisée, dans une langue qu'elle comprend, des raisons pour lesquelles une procédure a été engagée contre elle (article 3); elle a droit à un procès juste et public dans un délai raisonnable (article 4); l'obtention d'aveux sous la contrainte est interdite et punissable (article 10); la procédure doit être conduite sans délai (article 13); le tribunal et les autres organes étatiques ont obligation de déterminer fidèlement et complètement les faits (article 14); l'administration de la preuve ne doit pas être liée à des règles formelles particulières ni limitée par de telles règles (article 15).</p> <p>Les dispositions concernant la procédure criminelle s'appliquent également en matière de délits.</p> <p>La loi relative à la procédure de jugement prévoit les principes de base suivants: les limites de la demande doivent être déterminées (article 2); les parties disposent librement de la demande (article 3); le tribunal statue verbalement, immédiatement et publiquement sur la plainte (article 4); chacune des parties a la possibilité de se faire entendre en ce qui concerne les prétentions de la partie adverse (article 5); le tribunal est tenu de déterminer complètement et fidèlement les faits en litige et d'apprécier les éléments de preuve (article 7); il est tenu de mener à bien la procédure sans délai et aux moindres frais (article 10); toute partie qui ne connaît pas les possibilités d'action qui lui sont offertes doit en être informée (article 11).</p> <p>La loi concernant la procédure administrative générale prévoit les principes de base suivants: résoudre le problème conformément à la législation (article 4); prévoir la protection de l'intérêt général et celle des citoyens (article 5); connaissance satisfaisante des droits (article 6); déterminer la situation exacte au moyen d'une analyse de l'ensemble des faits (article 7); garantir aux parties la possibilité de se faire entendre en ce qui concerne les faits et les circonstances (article 8); mener à bien la procédure aux moindres frais (article 13); fournir aux parties non informées une assistance en vue de protéger les droits que leur reconnaît la loi (article 14).</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les décisions au fond doivent s'appuyer exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre et seront de préférence écrites et motivées. Article 41:3.	<p>Conformément à la loi de procédure criminelle, la décision est prononcée et publiée (article 337); le tribunal fonde sa décision uniquement sur les faits présentés au cours des débats (article 339); la décision prononcée est rédigée par écrit dans un délai de 8 jours à compter de la date de son prononcé ou, si elle est plus complexe, dans un délai de 15 jours (article 347); la décision comporte une introduction, un dispositif (énoncé de la décision) et des motifs (article 348).</p> <p>Conformément à la loi relative à la procédure de jugement, la décision est prononcée et publiée (article 321); une fois prononcée, elle est rédigée par écrit dans un délai de 8 jours à compter de la date de son prononcé (article 323); elle comporte une introduction, un dispositif (énoncé de la décision) et des motifs (article 324).</p> <p>Conformément à la loi concernant la procédure administrative générale, l'organe autorisé est tenu de statuer (article 202) au moyen d'une décision écrite comportant une introduction, un dispositif (énoncé de la décision) et des motifs (article 206). La procédure doit être appliquée, la décision rendue et communiquée aux parties dans un délai de 60 jours, à moins que la loi n'en dispose autrement.</p>
Les parties doivent avoir la possibilité de faire appel, devant des organes judiciaires, des décisions administratives finales et au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond. Article 41:4.	<p>Conformément à l'article 350 de la loi de procédure criminelle, la décision rendue en première instance pourra être contestée devant une juridiction du deuxième degré (Cour d'appel) dans un délai de 15 jours à compter de sa communication.</p> <p>Par ailleurs, des voies de recours extraordinaires ont été prévues une fois que la décision est passée en force de chose jugée: ouverture d'une nouvelle procédure pour le jugement pénal (articles 388-398) et la décision rendue par le tribunal de première instance; atténuation extraordinaire de la peine (articles 399 à 402), examinée par la Cour suprême; pourvoi dans l'intérêt de la loi (articles 403 à 410), et requête aux fins d'un contrôle extraordinaire de la décision passée en force de chose jugée (articles 411-415), tous deux examinés par la Cour suprême.</p> <p>En application de l'article 75 de la loi sur les délits, un recours peut être formé devant une juridiction de deuxième degré (Cour d'appel) contre la décision rendue en première instance. Les voies de recours extraordinaires sont les suivantes: ouverture d'une nouvelle procédure et pourvoi dans l'intérêt de la loi.</p> <p>En application de l'article 334 de la loi relative à la procédure de jugement, la décision rendue en première instance pourra être contestée devant une juridiction du deuxième degré (Cour d'appel) dans un délai de 15 jours à compter de sa communication.</p> <p>Les voies de recours extraordinaires sont: le pourvoi en cassation (articles 368-386), examiné par la Cour suprême; le pourvoi dans l'intérêt de la loi (articles 387-394), examiné par la Cour suprême, et l'ouverture d'une nouvelle procédure (article 395-402) examinée par le tribunal de première instance.</p> <p>En vertu de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, une décision ordonnant l'octroi ou la révocation d'une licence de mise en œuvre collective du droit d'auteur et des droits connexes peut être contestée devant le gouvernement de la République de Macédoine dans un délai de 15 jours à compter de sa communication. Après la décision rendue en appel, une procédure administrative pourra être engagée.</p>

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
	Les règles applicables à la procédure administrative sont élaborées par l'Office de protection de la propriété industrielle.
Procédures et mesures correctives civiles et administratives	
Les Membres doivent prévoir des procédures permettant aux plaignants d'intenter une action en contrefaçon, les défenseurs doivent être informés, les deux parties doivent être habilitées à présenter des éléments de preuve à l'appui de leur thèse et les renseignements confidentiels doivent être protégés. Article 42.	Pour le droit d'auteur et les droits connexes, voir articles 41:1, 41:2 et 41:3.
Les juges doivent être habilités, dans les cas où des éléments de preuve à l'appui des allégations d'une partie se trouvent sous le contrôle de la partie adverse, à ordonner que ces éléments soient produits par la partie adverse. Article 43:1.	Pour le droit d'auteur et les droits connexes, se reporter à l'article 41:2 et au document établi par l'Office de protection de la propriété industrielle. Dans une action engagée pour faire protéger un droit d'auteur ou des droits connexes, l'élément de preuve principal, à savoir celui sur lequel est fondée l'action, est la possession d'un contrat de cession de droits écrit et valide (article 57, alinéa 2, de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes).
Les juges doivent être habilités à ordonner à un défendeur, sauf s'il s'agit des pouvoirs publics, de cesser de porter atteinte à un droit. Article 44:1.	Conformément à l'article 159, alinéa 1, point 1 de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, le détenteur d'un droit d'auteur a la faculté de demander l'interdiction de la préparation de l'infraction, de l'infraction existante et de toute infraction ultérieure. Lorsqu'une décision interdisant la commission d'infractions ultérieures est rendue, en cas de récidive, la procédure d'exécution doit s'accompagner de garanties sans qu'il soit nécessaire d'engager une procédure de jugement.
Les juges doivent être habilités à ordonner le versement de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par l'atteinte portée à un droit. Article 45:1.	S'il a été porté atteinte à un droit patrimonial ou autre, ou à un droit connexe selon cette loi, soit intentionnellement soit du fait d'une faute lourde, le détenteur du droit peut s'adresser aux tribunaux civils aux fins d'obtenir le paiement de la rémunération coutumière ou agréée pour un tel usage, majorée de 200 pour cent, qu'il ait subi ou non un dommage pécuniaire effectif (sanction civile). Lorsqu'il se prononce sur une demande de dommages-intérêts punitifs au titre de la disposition qui précède et détermine leur montant, le juge apprécie l'ensemble des circonstances de l'espèce et, en particulier, le degré de culpabilité du contrevenant, le montant de la rémunération agréée ou coutumière, ainsi que la portée dissuasive de la peine. Si le dommage matériel excède le montant prévu dans la sanction, le détenteur du droit est habilité à réclamer le complément jusqu'à concurrence du montant total (article 160). En cas d'atteinte portée au droit moral et en l'absence de préjudice patrimonial, le juge a la faculté d'accorder à l'auteur ou à l'artiste interprète ou exécutant une réparation pécuniaire équitable pour l'atteinte portée à sa personne, son honneur ou sa réputation, ou une réparation morale, s'il estime cette mesure justifiée par les circonstances de l'espèce, en particulier l'importance du préjudice et sa durée (article 161).

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les juges doivent être habilités à ordonner au contrevenant de payer les frais de procédure au détenteur du droit ainsi qu'à prononcer le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts préétablis. Article 45:2.	En application du premier alinéa de l'article 143 de la loi relative à la procédure de jugement, la partie qui succombe a l'obligation de payer les frais de la partie adverse et des autres parties appelées au procès, y compris les honoraires d'avocat, conformément au tarif des prestations d'avocat ou autres prestations légales. Voir également l'article 45:1.
Les Membres doivent autoriser d'autres mesures correctives, notamment la saisie des marchandises contrefaites et des matériaux et instruments ayant principalement servi à la contrefaçon. Article 46.	<p>En cas d'atteinte aux droits reconnus par la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, le détenteur du droit peut demander les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction de préparer l'infraction, interdiction de l'infraction existante et des infractions ultérieures; - obligation faite au contrevenant de remédier à la situation créée par l'infraction; - destruction ou modification des exemplaires ou des copies illicites et de leurs emballages, de l'interprétation ou de l'exécution, ou des autres objets protégés en vertu de cette loi; - destruction ou modification de l'original, des négatifs, clichés, moules ou autres dispositifs ayant servi à la commission de l'infraction; - destruction ou modification du matériel appartenant au contrevenant et dont le principal ou l'unique objet a été de porter atteinte aux droits protégés par la loi susvisée; - publication du jugement dans la presse, aux frais du contrevenant, selon la mesure et la manière déterminées par le tribunal. <p>Les dispositions prévues aux points 2 et 3 du premier alinéa de l'article cité ne s'appliquent pas aux structures architecturales, à moins que les circonstances de l'espèce n'en justifie la destruction ou la modification. Au lieu de ce qui précède, le détenteur du droit peut demander que le contrevenant ou le propriétaire lui remette les copies, exemplaires ou dispositifs en cause. (Article 159, alinéa 1, points 3 et 4).</p>
Les Membres doivent autoriser l'indemnisation du défendeur, y compris le paiement des honoraires d'avocat, en cas d'abus par le requérant. Article 48:1.	La disposition citée pour l'article 45:2 s'applique <i>mutatis mutandis</i> .
Les Membres ne doivent dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité à l'égard de l'administration de toute loi relative à la propriété intellectuelle que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans le cadre de l'administration de ladite loi. Article 48:2.	

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les Membres doivent faire en sorte que les mesures correctives administratives soient conformes aux principes énoncés dans les articles précédents. Article 49.	Voir article 41:2.
Mesures provisoires	
Les juges doivent être habilités à prendre des ordonnances d'interdiction temporaires ou à accorder des mesures provisoires pour empêcher qu'il ne soit porté atteinte à un droit et pour sauvegarder les éléments de preuve. Article 50:1.	<p>Si le détenteur du droit fait savoir qu'il a été porté atteinte aux droits exclusifs que lui reconnaît la loi susvisée, le juge peut, à sa demande, ordonner des mesures provisoires aux fins de garantir la créance conformément à cette loi, en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - saisir, retirer de la circulation et sauvegarder les exemplaires et copies, les instruments, le matériel et les documents en cause; - interdire les actes susceptibles de porter atteinte au droit ou leur continuation; - adopter d'autres mesures similaires. <p>S'il existe des raisons valables de penser que la protection prévue ci-dessus ne pourra pas être offerte à temps, le tribunal a la faculté d'ordonner et d'appliquer les mesures sans en aviser préalablement la partie adverse ni l'entendre. Les mesures provisoires font l'objet d'une procédure d'urgence.</p> <p>Les règles applicables sont celles qui régissent les procédures d'exécution, sauf disposition contraire de la loi (article 162).</p> <p>Si le détenteur du droit fait savoir qu'il a été porté atteinte aux droits exclusifs qui lui sont reconnus et s'il existe des raisons valables de penser que les preuves de l'atteinte vont être détruites ou qu'il sera impossible de les sauvegarder ensuite, le juge peut, à sa demande, sauvegarder les éléments de preuve sans en avertir la partie adverse et sans l'entendre.</p> <p>La préservation des éléments de preuve comprend la fouille et l'inspection des locaux, de la documentation, des stocks, des bases de données, des programmes d'ordinateurs et des autres sources, l'examen et la saisie des documents, l'audition de témoins, les conclusions et rapports d'experts.</p> <p>La décision faisant droit à la demande susvisée et la demande elle-même doivent être communiquées à la partie adverse au moment où les mesures sont adoptées effectivement ou, si ce n'est pas possible, dès que cela le devient. L'appel n'est pas suspensif.</p> <p>La procédure de préservation des éléments de preuve est appliquée sans délai. Les règles applicables sont celles de la procédure de jugement civil, à moins que la loi n'en dispose autrement (article 63).</p>
Les juges doivent être habilités à ordonner à la partie plaignante d'indemniser la partie défenderesse pour protéger celle-ci au cas où la décision sur le fond ne justifierait pas les mesures provisoires. Article 50:3.	Voir article 50:1.

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les Membres doivent prévoir une notification, une action formelle par le plaignant après une ordonnance d'interdiction temporaire, etc. Article 50:4 et autres dispositions.	Voir article 50:1.
Mesures à la frontière	
Les Membres doivent permettre la suspension par les autorités douanières, à la demande du détenteur de droit, de la mise en libre circulation des marchandises dont on soupçonne que ce sont des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur. Les Membres peuvent étendre cette protection aux détenteurs d'autres droits de propriété intellectuelle. Article 51.	<p>Si le détenteur du droit fait savoir que l'importation de certaines marchandises dans le pays a porté atteinte aux droits exclusifs que lui reconnaît la loi, les autorités douanières ont la faculté, à sa demande, de prendre les mesures qui suivent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - autoriser le détenteur du droit ou son agent à inspecter les marchandises; - saisir les marchandises, les retirer de la circulation ou les entreposer en lieu sûr. <p>Il est tenu de leur fournir, avec la demande susvisée, une description détaillée des marchandises, les éléments de preuve nécessaires à l'établissement de ses droits exclusifs et de la probabilité de l'atteinte. Si elles le demandent, il doit fournir une caution en garantie du dommage qui pourrait résulter des mesures adoptées. Les autorités douanières aviseront sur-le-champ l'importateur et le destinataire des mesures qui les visent. Elles y mettront fin si le détenteur du droit n'a pas porté plainte ou engagé une autre procédure aux fins de faire appliquer les mesures dans un délai de dix jours (article 165).</p>
Tout détenteur de droit engageant des procédures relatives à des mesures à la frontière doit être tenu de fournir un commencement de preuve de l'atteinte à son droit et une description des marchandises suffisante pour permettre aux autorités douanières de les reconnaître. Le détenteur de droit doit être avisé dans un délai raisonnable s'il est ou non fait droit à sa demande. Article 52.	Pour les articles 52, 53, 54, 55, 56 et 57, voir la réponse donnée à l'article 51.
Les autorités compétentes doivent être habilitées à exiger du détenteur de droit qui demande des mesures à la frontière de constituer une caution suffisante pour protéger le défendeur et pour prévenir les abus. Article 53.	
Le détenteur du droit et l'importateur doivent être avisés dans les moindres délais des mesures décidées conformément à l'article 51. Article 54.	

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les autorités douanières doivent être informées dans un délai maximum de 20 jours à compter du moment où le requérant a été avisé de la suspension du point de savoir si une procédure conduisant à une décision au fond a été engagée ou si la suspension doit être annulée. Article 55.	
Les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner au détenteur du droit de dédommager l'importateur et le propriétaire des marchandises faisant l'objet de mesures à la frontière en cas de rétention injustifiée des marchandises ou si la procédure conduisant à une décision au fond n'a pas été engagée dans le délai prescrit. Article 56.	
Le détenteur du droit doit avoir la possibilité d'inspecter les marchandises retenues afin d'établir le bien-fondé de ses allégations. L'importateur doit avoir une possibilité équivalente. Les Membres peuvent informer le détenteur du droit des noms et adresses des personnes impliquées dans l'importation dans les cas où il est établi qu'il y a eu atteinte au droit. Article 57.	
L'article 58 définit les conditions qui doivent être établies dans les cas où les autorités douanières sont habilitées à agir de leur propre initiative, soit: la faculté de demander à tout moment au détenteur du droit tout renseignement utile; l'obligation d'aviser l'importateur de la suspension dans les moindres délais; et l'obligation de ne dégager les agents publics de leur responsabilité que s'ils agissent de bonne foi.	
Les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner au besoin la destruction ou la mise hors circuit des marchandises portant atteinte à un droit autrement que par la réexportation. Article 59.	

Ministère de la Culture	
Accord sur les ADPIC	République de Macédoine
Les Membres peuvent exempter des mesures à la frontière les marchandises sans caractère commercial contenues en petites quantités dans les bagages personnels des voyageurs ou expédiées en petits envois. Article 60.	La loi douanière autorise sans entrave les importations de marchandises, même pirate, en petites quantités si elles font partie des bagages personnels des voyageurs.
Procédures pénales	
Les Membres doivent prévoir des procédures pénales et des peines suffisantes pour être dissuasives, pour les actes délibérés de contrefaçon de marque ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Les Membres peuvent prévoir également une action au pénal pour d'autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis délibérément et à une échelle commerciale. Article 61.	<p>Le Code pénal de la République de Macédoine prévoit, à l'article 157, la protection contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits connexes. Sera ainsi puni d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement d'un an quiconque, en son nom ou au nom d'un tiers, sans autorisation, rend public, présente, reproduit, distribue, interprète ou exécute, diffuse à la radio une œuvre protégée par un droit d'auteur, une interprétation ou exécution ou un objet protégé par un droit connexe, ou essaie d'une autre manière de s'approprier de façon illicite le droit d'auteur ou les droits connexes d'un tiers. L'auteur de l'infraction sera puni d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement de trois ans s'il a retiré de cette infraction un avantage économique, et d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement de trois ans si cet avantage est significatif. La tentative d'infraction est également punissable. Les exemplaires et les copies de l'œuvre protégée par un droit d'auteur, les objets protégés par des droits connexes et les moyens ayant servi à leur reproduction seront saisis. Si l'infraction est commise par une personne morale, le responsable de ladite personne morale sera puni. Les atteintes au droit moral sont poursuivies à la suite de plaintes privées.</p> <p>Conformément au Code pénal, un gain, un avantage ou un dommage s'entend d'un gain, d'un avantage ou d'un dommage dont le montant équivaut, au moment de la commission de l'infraction, à cinq fois le salaire mensuel moyen d'un salarié du secteur économique. Un gain, un avantage ou un dommage significatif s'entend d'un gain, d'un avantage ou d'un dommage dont le montant équivaut, au moment de la commission de l'infraction, à 50 fois le salaire mensuel moyen d'un salarié du secteur économique. (Article 122, alinéas 19 et 20).</p>

ANNEXE

Articles 263-276 de la loi concernant les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle

2.25 MESURES PROVISOIRES

1. Obligations générales

Compétence territoriale

Article 263

S'il n'a pas été engagé de procédure civile ou autre procédure judiciaire, aux fins d'obtenir une garantie, une mesure provisoire ou l'exécution de cette mesure provisoire, le tribunal territorialement compétent est celui qui aurait été normalement compétent pour statuer sur une demande destinée à faire respecter les droits.

Si une procédure est engagée, le tribunal territorialement compétent est celui devant lequel l'action est intentée.

Le tribunal compétent pour faire droit à une demande visant à faire respecter des droits sur la base d'un titre exécutoire délivré au cours d'une procédure administrative aura également compétence pour statuer sur une demande d'octroi de mesure provisoire à l'issue de la procédure.

Quand les mesures provisoires peuvent-elles être accordées?

Article 264

Une mesure provisoire peut être accordée avant la procédure judiciaire ou administrative, au cours d'une telle procédure ou à son issue, mais avant l'exécution effective de la décision.

Quand les mesures provisoires ne sont-elles pas accordées ?

Article 265

Il ne sera pas octroyé de mesure provisoire si les circonstances permettent d'accorder auparavant une mesure propre à atteindre le même but (article 254).

2. Mesures provisoires en vue de garantir une créance pécuniaire

Motifs d'octroi d'une mesure provisoire

Article 266

Une mesure provisoire visant à garantir une créance pécuniaire peut être octroyée si le créancier justifie ses prétentions et s'il existe un risque que, sans cette mesure, le débiteur n'empêche ou n'entrave considérablement le recouvrement de la créance en transférant la totalité de ses biens, en les dissimulant ou en en disposant d'une autre manière.

Le créancier n'a pas à prouver l'existence du risque s'il établit que le débiteur ne subirait que des dommages insignifiants.

Un risque sera réputé exister si la créance est payable à l'étranger.

Une mesure provisoire visant à empêcher le paiement contre ordre de financement peut être accordée si la demande en est formulée dans une plainte.

Types de mesures provisoires

Article 267

Aux fins de garantir une créance pécuniaire, toute mesure propre à permettre l'application de la garantie pourra être accordée, en particulier:

1. une mesure interdisant au débiteur de céder des biens meubles, ainsi qu'une ordonnance lui prescrivant de les conserver;
2. une mesure interdisant au débiteur de transférer ou d'obérer les biens immobiliers ou les droits de propriété sur les biens immobiliers enregistrés à son profit, ou de les louer, accompagnée de l'interdiction au registre public;
3. une mesure interdisant au débiteur de vendre ses stocks et ses actions;
4. une mesure interdisant au débiteur du débiteur de régler une créance à ce dernier ou de lui livrer un bien meuble, ainsi qu'une mesure interdisant au débiteur d'accepter un bien meuble, de recouvrer une créance ou de céder un bien meuble ou une créance;
5. une instruction à l'office des paiements qui tient les comptes du débiteur ou d'un tiers, aux fins d'empêcher, malgré sa demande, que le compte du débiteur visé par une mesure provisoire ne soit débité.

Une mesure provisoire ne constitue pas une sûreté.

3. Mesures provisoires aux fins de garantir une créance non pécuniaire

Motifs d'octroi d'une mesure provisoire

Article 268

Une mesure provisoire visant à garantir une créance non pécuniaire peut être accordée si le créancier justifie ses prétentions et prouve qu'à défaut d'une telle mesure, le débiteur risque d'empêcher ou d'entraver considérablement l'exécution de l'obligation.

Une mesure provisoire peut également être octroyée si le créancier prouve qu'elle est indispensable pour éviter l'usage de la force et prévenir un dommage qui donnerait lieu à réparation.

Les dispositions prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 266 s'appliquent également aux mesures provisoires destinées à garantir les créances non pécuniaires.

Types de mesures provisoires

Article 269

Aux fins de garantir une créance non pécuniaire, toute mesure propre à atteindre le but visé pourra être accordée, en particulier:

1. une interdiction de transférer ou d'obérer les biens immobiliers qui font l'objet de la créance (ainsi qu'une ordonnance enjoignant de les conserver);
 2. une interdiction de transférer ou d'obérer les biens immobiliers qui font l'objet de la créance avec inscription de cette interdiction au registre public;
 3. une interdiction des activités du débiteur qui sont susceptibles de causer un dommage au créancier, ainsi qu'une interdiction de modifier les biens mobiliers qui font l'objet de la créance;
 4. une mesure interdisant au débiteur du débiteur de livrer le bien meuble qui fait l'objet de la créance;
 5. le paiement d'une réparation (salaire) à un employé au cours d'un procès pour licenciement illégal, dans la mesure nécessaire pour subvenir à ses besoins et à ceux des personnes dont il a légalement la charge.
4. **Dispositions communes**

Caution au lieu d'une mesure provisoire

Article 270

Dans sa demande d'octroi d'une mesure provisoire ou ultérieurement, le créancier peut déclarer accepter, au lieu d'une mesure provisoire, que le débiteur dépose auprès du tribunal une caution d'un montant déterminé.

Le dépôt d'une caution en remplacement d'une mesure provisoire peut également être octroyé à la demande du débiteur.

Si le débiteur a constitué une caution, le tribunal met fin à la procédure et annule les actions déjà engagées.

La caution comme condition d'octroi d'une mesure provisoire

Article 271

À la demande du créancier, le tribunal peut octroyer une mesure provisoire, même si ledit créancier ne justifie ni ses prétentions ni l'existence d'un risque, sous réserve qu'il constitue une caution d'un montant fixé par le juge, dans le délai spécifié, en garantie du dommage éventuel que l'octroi de la mesure provisoire et son exécution pourraient causer au débiteur.

À la demande du débiteur et sous réserve des circonstances de l'espèce, le tribunal peut ordonner la mesure prévue à l'alinéa 1, même lorsque le créancier justifie ses prétentions et établit l'existence du risque.

Octroi de plusieurs mesures provisoires

Article 272

Au vu des circonstances de l'espèce et à la demande du créancier, le tribunal peut, si nécessaire, accorder plusieurs mesures provisoires.

Les délais impartis pour une mesure provisoire

Article 273

L'ordonnance d'octroi d'une mesure provisoire fixe également la durée de la mesure. Si la mesure a été octroyée avant qu'une plainte ne soit déposée ou une autre procédure engagée, l'ordonnance fixe également le délai pendant lequel le créancier pourra déposer une plainte ou demander l'introduction d'une nouvelle procédure aux fins de justifier la mesure.

À la demande du créancier, le tribunal peut proroger la durée de la mesure provisoire si les conditions qui ont motivé son octroi n'ont pas changé.

La demande visée à l'alinéa 2 ne peut être introduite que dans le délai imparti pour la mesure provisoire.

Fin d'une mesure provisoire

Article 274

Le tribunal a la faculté, à la demande du débiteur, de déclarer l'extinction de l'instance et l'annulation des actions engagées si: i) le créancier ne porte pas plainte dans le délai spécifié; ii) le créancier n'engage pas une nouvelle procédure aux fins de justifier la mesure provisoire; ou iii) le délai imparti pour la mesure provisoire expire.

Si les circonstances qui ont motivé l'octroi de la mesure ont changé au point que celle-ci devient superflue, le juge déclare l'instance éteinte, à la demande du débiteur, et annule les actions engagées.

La procédure prend fin et l'action engagée est annulée dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 261 de la présente loi.

Réparation des dommages causés au débiteur

Article 275

Le débiteur est fondé à demander au créancier réparation du dommage qu'il a subi du fait des mesures provisoires si elles s'avèrent par la suite non fondées ou insuffisamment justifiées par le créancier.

La disposition prévue aux alinéas 5 et 6 de l'article 261 s'applique à de tels cas.

2.26. APPLICATION DES DISPOSITIONS PRÉVUES PAR LA PRÉSENTE LOI À D'AUTRES ORGANISMES ET ASSOCIATIONS

Article 276

Les dispositions relatives aux personnes morales s'appliquent aux autres organismes et associations, sauf disposition contraire de la présente loi.
